

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°634 - Décembre 2021

Prochaine parution : Mardi 11 janvier 2022

2€

**Dans les usines,
dans les services et dans la rue...**



**l'heure est à la bataille
pour les salaires,
les retraites, la santé**

La crise coloniale : Martinique, Guadeloupe, Kanaky p. 10-11

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

L'heure est à la bataille pour les salaires, les retraites et la santé

La seule question qu'on nous sert matin, midi et soir, c'est Zemmour et les rebondissements de la désignation du candidat de droite et inversement. La droitisation de LR devient la droitisation de toute la société.

Les péripéties de la communication de Zemmour deviennent la principale thématique des grands médias.

Assez ! Assez de cette surenchère réactionnaire, où immigration est synonyme de délinquance, où le « rétablissement de l'ordre » revient dans toutes les déclarations. Ces thèmes sont ceux des droites, dans leurs diverses déclinaisons, qu'on a vues s'affronter devant les écrans, comme s'il s'agissait déjà d'un débat de premier tour de la présidentielle !

Et cela va durer encore plusieurs mois.

C'est grave, et ces positions sont dangereuses. Mais il faut résister à cette entreprise idéologique et politique qui veut tout focaliser sur ces questions pour évacuer, marginaliser, les questions sociales et politiques qui concernent les travailleurs, les jeunes, les masses populaires. Des questions sur lesquelles il y a des mobilisations qui portent des exigences claires, concrètes, qui font l'unité.

La première et la plus urgente est celle des salaires. Dans des entreprises où il n'y avait jamais eu de véritable mobilisation autour des NAO (« négociations annuelles obligatoires »), des grèves sont organisées, avec des revendications chiffrées. C'est aussi le cas dans de grands groupes, où ces mouvements sont également passés sous silence par les médias nationaux. Si nous mettons en avant la manifestation nationale des métallos, le 25 novembre dernier, c'est parce que cette question était aussi très présente, venant s'ajouter à un autre enjeu, celui du projet patronal de remplacer la qualification de l'ouvrier par la cotation du poste de travail qu'il occupe. Chaque travailleur ayant une certaine expérience en comprend les dangers ; et les militants ont commencé à expliquer cela à leurs camarades de travail, surtout aux jeunes. Beaucoup comprennent que ce que l'UIMM (le patronat de la métallurgie) veut faire passer, menace tous les travailleurs.

En lien avec la question des salaires, il y a celle des niveaux des pensions trop bas, bloqués depuis des années. Il est bien loin le temps où les retraités pouvaient aider un peu les petits-enfants !

Les manifestants qui sont montés à Paris, pour la manifestation nationale appelée par toutes les fédérations, ont bravé le climat d'inquiétude que les autorités installent, autour de la question du nouveau variant du covid. Cela renvoie à une autre mobilisation, celle des personnels de la santé qui sont également sortis pour exprimer leur colère devant leurs conditions de travail qui n'ont pas cessé de se dégrader. L'importance de ces mobilisations ne se mesure pas seulement au nombre de manifestants : c'est la détermination des travailleurs, des militants, qu'elles dégagent, c'est la sympathie qu'elles suscitent parmi les autres catégories de travailleurs, parmi les usagers des services publics, c'est la compréhension qui monte que ces questions, ces exigences, ces combats posent la question d'un changement radical de système.

La crise coloniale s'amplifie

Les mêmes problèmes, dans les colonies – en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane... –, y sont encore plus graves, dans leur expression et dans leurs conséquences pour les travailleurs et les populations. Le gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, les traite avec mépris et avec la matraque. Tout revient à la surface : la misère qui frappe durement les populations, en premier lieu les jeunes (53% de chômeurs pour les 18-25 ans en Guadeloupe) ; les inégalités criantes avec la métropole sautent aux yeux. Les médias montrent des barrages en feu, la nuit, mais ne montrent pas la réalité de la situation coloniale au jour le jour ; celle qui fait que l'eau en bouteille qui n'est pas un luxe, car l'eau potable manque, y est trois fois plus chère qu'en métropole...

Pour ce qui est de la Kanaky, l'obstination du gouvernement à imposer la date du référendum au 12 décembre, alors que toutes les organisations kanak et d'autres communautés ont demandé un report, pour des raisons sanitaires et culturelles, délégitime ce référendum, auquel le peuple kanak ne participera pas.

Ce sont toutes ces questions sociales, politiques, en France et dans les colonies, que nous mettons en avant et ce sont ces mobilisations et leurs exigences que nous soutenons et appelons à soutenir. ★

« Pour une rupture
révolutionnaire »
en librairie !



ANTIDOTE

88 rue d'Avron
18000 BOURGES

L'AUTRE RIVE

24 avenue Etienne Billières
31300 TOULOUSE

LA MACHINE A LIRE

Place du Parlement
33000 BORDEAUX

LA MAUVAISE REPUTATION

19 rue des Argentiers
33000 BORDEAUX

LIBRAIRIE DU CONTRE-TEMPS

5 cours Victor Hugo
33310 BEGLES

LIBRAIRIE GEORGES

300 cours de la Libération
33400 TALENCE

MAGPRESSE

14 rue Rosenberg
37700 ST PIERRE DES CORPS

L'OISEAU VIGIE

37 avenue de la République
37700 ST PIERRE DES CORPS

LIBRAIRIE LABBÉ

9 rue Porte Chartraine
41000 BLOIS

LIBRAIRIE QUAI DES BRUMES

120 Grand Rue
67000 STRASBOURG

LIBRAIRIE TOTEM

Rue Principale
67300 SCHILTIGHEIM

IDEODROME

7 avenue de Périgueux
67800 BISCHHEIM

LA PLUME NOIRE

8 rue Diderot
69001 LYON

TERRE DES LIVRES

86 rue de Marseille
69007 LYON

LIBRAIRIE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

64 rue de la Croix d'Or
73000 CHAMBERY

LA MEMOIRE DU MONDE

36 rue Carnot
84000 AVIGNON

LIBRAIRIE PARALLELES

47 rue Saint-Honoré
75001 PARIS

LIBRAIRIE

LE POINT DU JOUR

58 rue Gay-Lussac
75005 PARIS

GALERIE DE LA SORBONNE

52 rue des Ecoles
75005 PARIS

LE MONTE EN L'AIR

2 rue de la Mare
75020 PARIS

LE MERLE MOQUEUR

51 rue de Bagnolet
75020 PARIS

LE JARGON LIBRE (en lecture)

32 rue Henri Chevreau
75020 PARIS

LIBRAIRIE QUILOMBO

23 rue Voltaire
75011 PARIS

LIBRAIRIE LA BRECHE

27 rue Taine
75012 PARIS

LIBRAIRIE DES RESISTANCES

4 villa Compoint
75017 PARIS

EL GHORBA MON AMOUR

148 boulevard des Provinces
françaises
92000 NANTERRE

DEALER DE LIVRES

Place Des Victimes
du 17 Octobre 1961
93200 SAINT-DENIS

LE PRESSE PAPIER

28 avenue Gabriel Péri
95100 ARGENTEUIL

Pour une rupture révolutionnaire avec le système

Prix public : 10 € (port inclus)
Vous pouvez aussi
le commander au prix de 12 €
- à partir de notre site :
www.pcof.net/contact/
- ou à Sté En Avant
15 cité Popincourt 75011 Paris

Nouveaux tarifs d'abonnement pour la France

Pli ouvert (version papier) : 28 €

Version électronique (pdf) : 26 €

Pli fermé : 35 €

Abonnement avec soutien : 40 €

Chèque à l'ordre de : Société En Avant
15 cité Popincourt - 75011 Paris

Les peuples qui combattent le colonialisme et le néocolonialisme ont besoin de notre solidarité

Dans le numéro de novembre de notre journal, nous avons souligné la montée de la contestation dans les colonies françaises, notamment en Martinique, Guadeloupe et Kanaky. Notre site web s'est fait l'écho des mobilisations et des prises de position qui se sont multipliées, en France comme dans les colonies et néocolonies françaises d'Afrique.

En Martinique et en Guadeloupe, les contradictions se sont aigüées à grande vitesse et ont pris une ampleur massive et violente qui oblige le gouvernement de la métropole impérialiste à chercher des solutions à cette crise qui menace de s'élargir aux autres colonies et qui affaiblit politiquement l'impérialisme français.

C'est dans ce contexte qu'intervient aussi la question du référendum en Kanaky, dont le report est exigé par l'ensemble des forces indépendantistes kanak et partagé par des forces mélanésiennes. En France, à l'initiative d'associations de soutien au peuple kanak et d'un certain nombre de personnalités sensibles aux enjeux de l'avenir de la Kanaky - Nouvelle-

Calédonie, des appels et des prises de position s'expriment dans les médias pour exiger le report.

Tout cela intervient au moment où la présence militaire française a provoqué une vive réaction de rejet à l'occasion du passage d'un impressionnant convoi militaire parti de Côte d'Ivoire, en passant par le Burkina, puis le Niger, pour se rendre au Mali. C'est au Burkina que les réactions ont été massives et immédiates, aux cris de « retournez chez vous ». Cette mobilisation a pris une grande ampleur, ébranlant du même coup le régime de Kaboré. Plusieurs personnes ont été tuées au Burkina et au Niger, et cette « colonne militaire infernale », bloquée à plusieurs reprises, est devenue un symbole, dans plusieurs pays, du rejet par les peuples de la présence militaire française. On entend de plus en plus des « Bravo les Burkinabè, bravo les Nigériens ! ».

Par delà les spécificités de chaque situation, chacune participe de la crise du système colonial et néocolonial français, avec des points communs, dont le premier est la mobili-

sation massive des populations qui subissent sa domination, dans un contexte où l'impérialisme français a des difficultés à maintenir son statut de puissance impérialiste influente. Dit autrement, ce qui faisait la force de l'impérialisme français, dans le cadre des rivalités inter-impérialistes, devient une manifestation de faiblesse au niveau international, et un problème politique « intérieur ». Fait remarquable : les peuples, les organisations qui les mobilisent, font de plus en plus référence aux luttes des uns et des autres, ce qui est la marque d'une prise de conscience collective et d'une solidarité anti-impérialiste que les organisations révolutionnaires, anti-impérialistes, doivent élargir et consolider.

Du fait de ces mobilisations - et d'une couverture médiatique limitée mais réelle - ces questions sont davantage posées et prises en compte, dans les discussions, notamment au niveau des militants. Il faut évidemment remettre les choses dans le contexte colonial pour, par exemple, que l'opposition à la vaccination soit comprise. Mais ce que tous com-

prennent, c'est que la réponse du gouvernement, c'est la répression brutale de la contestation sociale. C'est que les exigences sociales sont les mêmes, « portées au carré ». Quand le smic est à 700 euros dans les colonies et que les prix des produits de consommation sont beaucoup plus élevés que dans la métropole, quand le système sanitaire est gravement délabré, quand près de 60 % des jeunes sont au chômage... la contestation est légitime et peut être partagée. C'est que cette politique « menée en notre nom », est dirigée contre des peuples qui sont nos alliés proches, car ils combattent le système impérialiste et concrètement, l'impérialisme français.

Il ne peut être question de rupture avec le système capitaliste impérialiste sans rupture avec le colonialisme et le néocolonialisme. Cette conception du combat révolutionnaire, pour la rupture, pour le socialisme, fait partie de « l'ADN » de notre parti.

Autrement dit, plus que jamais nous devons être solidaires de ces peuples, et les soutenir dans leur combat pour leur émancipation. ★

La crise migratoire, c'est la crise du système

La crise dite « migratoire » provoque des drames de plus en plus grands, dans la Mer du Nord, sur fond de surenchère franco-britannique nauséabonde.

L'émotion provoquée par la mort de plus de vingt migrants, au large de Calais, a renforcé la mobilisation des personnes et des organisations qui viennent en aide aux migrants depuis des années, envers et contre la répression, la stigmatisation par la police dont ils sont victimes. Les marins qui viennent en aide aux migrants naufragés n'en peuvent plus et exigent avec raison que les Etats prennent leurs responsabilités.

Ces questions, qui avaient déjà été posées par l'action de trois grévistes de la faim de Calais, ne se résolvent pas à coups de déclarations, d'engagements de « mise à l'abri » toujours temporaires, qui ne règlent rien. Ce sont des exigences concrètes qui s'imposent, comme celle de la mise en place de mécanismes permettant à celles et ceux qui veulent se rendre au Royaume-Uni de déposer réellement une demande d'asile, que les mineurs qui essaient de rejoindre leurs parents puissent le faire rapidement, que les personnes qui ont de la famille au Royaume-Uni puissent

bénéficier du regroupement familial. Que l'Etat français mettent des moyens pour un accueil digne des migrants qui, tout le monde le sait, continueront à venir, dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Il faut combattre l'hypocrisie des gouvernements qui veulent se débarrasser du droit d'asile, qu'ils prétendent respecter, ou qu'ils pratiquent à géométrie variable et de manière toujours plus restrictive.

L'ignoble répression des migrants à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne

A ce qui se passe dans la Mer du Nord est venu s'ajouter la crise à la frontière entre la Biélorussie et les pays limitrophes, que les autorités de l'UE et des pays membres, ont voulu transformer en confrontation avec le régime biélorusse et la Russie.

Comme le dit la déclaration des partis et organisations marxistes-léninistes, membres de la CIPOML () : « D'un côté, la Pologne et l'UE accusent la Biélorussie d'envoyer intentionnellement et de manière organisée des

migrants en réponse aux sanctions, de l'autre la Biélorussie nie ces accusations et menace de couper l'approvisionnement en gaz russe des pays de l'UE. (...) Le gouvernement polonais, après avoir refusé pendant des années la répartition des migrants arrivés en Italie, en Grèce, en Espagne, etc., a fermé sa frontière, en dépit du fait qu'il est membre de l'UE, "défenseur de la liberté et de la démocratie". Les dirigeants impérialistes de l'UE expriment maintenant leur solidarité avec Morawiecki, le Premier ministre polonais, après l'avoir accusé pendant des mois de piétiner "l'Etat de droit" et renforcent les sanctions contre la Biélorussie.

Ces hypocrites sont ceux-là mêmes qui ont payé Erdogan pour arrêter la migration vers l'Europe ; qui font pression sur les pays d'Afrique et du Moyen-Orient pour qu'ils adoptent des mesures similaires. Tout cela n'a en rien réglé un problème connu depuis des mois. »

Dans les pays européens de « destination », la solidarité s'organise de chaque côté des frontières. Que ce soit en Pologne, au Royaume-Uni, des personnes et des organisations soutiennent localement, font un gros travail de

soutien, malgré les pressions. Mais il faut s'en prendre aux causes de ces migrations.

Comme nous l'avons souligné plus haut, les réfugiés vont continuer à chercher à fuir les guerres, les misères, partout. Les principales vagues de migrants se retrouvent en Afrique et la « guerre contre le terrorisme » menée au Sahel en met chaque jour des milliers sur les chemins de l'exil. La misère, qui a explosé avec la pandémie, le chômage qui prend des proportions considérables du fait de la crise économique du système ; les conséquences du changement climatique, en termes d'inondations ou de sécheresse, obligent de plus en plus de personnes, de familles, de paysans, à quitter leur terre, leur lieu de vie et d'habitation.

Cela signifie qu'il faut se battre pour un accueil digne des réfugiés, pour le respect effectif du droit d'asile, contre les violences des polices, des armées... des Etats qui se ferment aux migrants. Mais il faut aussi se battre contre le point commun à toutes ces situations, conséquences du système capitaliste impérialiste d'exploitation, de pillage, et d'oppression. ★

Echec de la Cop 26

Alors que les catastrophes climatiques s'enchaînent sur la planète et deviennent de plus en plus violentes, la COP 26, qui devait prendre des décisions radicales et immédiates pour diminuer les taux de CO₂ dans l'atmosphère et limiter le réchauffement climatique à 1,5°, a été un échec. Cet échec était prévisible tant les intérêts des Etats représentés et notamment ceux des grandes puissances économiques de la planète, notamment les USA et la Chine, sont antinomiques avec des décisions qui léseraient leurs intérêts.

Que ce soit Boris Johnson, J. Kerry ou Ursula Van Der Leyen, tous se sont congratulés, parlant d'un « bon accord », « d'un grand pas en avant », de « progrès »... nuancant parfois légèrement leur propos en ajoutant qu'il y avait encore des progrès à faire ! Barbara Pompili, notre ministre de la transition écologique, a parlé, elle, de « compromis utile ». A ces satisfecit que se sont adressés les représentants des grandes puissances capitalistes impérialistes, Greta Thunberg et les 100 000 jeunes mobilisés à Glasgow ont répondu « Bla bla bla ».

L'ensemble des commentateurs s'accordent plutôt sur un entre-deux :

une COP décevante et un accord final en « demi-teinte ». Ainsi, tous notent que pour la première fois (depuis le début des COP) le texte de l'accord final mentionne les énergies fossiles comme responsables principales du rejet de CO₂ dans l'atmosphère (90 %) et donc du réchauffement climatique ; mais la nécessité de stopper immédiatement tout investissement dans les nouveaux projets pétroliers, gaziers et de charbon n'est toujours pas actée, ni aucun calendrier concret évoqué. Les lobbyistes des grands groupes énergétiques sont à la manœuvre et veillent à leurs intérêts. Ainsi, la première version du texte de l'accord mentionnait que les pays sont encouragés à « accélérer les efforts » vers la « diminution » de l'utilisation du charbon et la fin des subventions aux énergies fossiles à la dernière minute, la formulation a été amoindrie ; le terme sortir (du charbon) a été remplacé par diminuer sous la pression de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, arguant de leur « droit au développement ». Comme le souligne un des journalistes du *Monde* dans son article sur le bilan de la COP, le texte avait déjà été affaibli dans une précédente version sous l'influence de l'Arabie saou-

dite, des Etats-Unis, de l'Australie et de la Russie. Il est évidemment facile de pointer du doigt la Chine ou l'Inde et de faire retomber sur elles la responsabilité de ce recul quand on ne dépend pas soi-même du charbon mais... du nucléaire ! Bref, dans un monde où chaque Etat défend ses propres intérêts et ceux de ses monopoles, dans un contexte de guerre économique exacerbée, comment envisager une coopération internationale qui travaillerait à l'intérêt général des peuples ?

Cet égoïsme des puissants s'est particulièrement illustré vis-à-vis des pays les plus pauvres. Nous évoquions déjà ce sujet dans notre article du journal de novembre. La COP s'est en effet conclue sur un refus des pays riches, développés, à aider financièrement les pays déjà victimes du dérèglement climatique.

Les pays en développement demandaient la création d'une « facilité de financement » pour leur permettre de faire face aux pertes et dommages causés par le réchauffement climatique (ouragans, inondations, sécheresse, etc.). Les USA et l'UE s'y sont opposés ; pays développés, historiquement responsables du changement climatique, ils craignent que la

reconnaissance des pertes et préjudices ne débouche sur des poursuites judiciaires et des demandes de compensation financière à leur égard. De même, les pays riches n'ont pas tenu leur promesse faite il y a douze ans de mobiliser 100 milliards de dollars (87 milliards d'euros) par an à partir de 2020 pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique et à réduire leurs émissions. Somme dérisoire comparée aux dépenses en armements, de ceux qui sont les premiers plus grands pollueurs au monde.

Ces pays pauvres, sous-développés en raison du pillage et de la domination impérialiste, pas ou très peu responsables du réchauffement climatique mais déjà victimes de ses conséquences, sont abandonnés à leur sort.

Ce refus a suscité beaucoup de réactions indignées de la part des différentes associations qui luttent contre le réchauffement climatique.

La jeunesse particulièrement mobilisée sur ce terrain doit poursuivre son combat en l'inscrivant dans le combat général pour un changement radical de l'ordre social. ★

Non, le nucléaire n'est pas une technologie sûre et maîtrisée

Dans notre numéro de novembre, sous le titre « Le choix du nucléaire, une exigence des monopoles pour résoudre la crise climatique » nous dénonçons le forcing médiatique organisé à l'occasion de la COP-21 pour présenter cette industrie productrice d'énergie électrique comme sûre et décarbonée. Depuis lors, bien des événements viennent à l'encontre de ce discours.

Nous en citerons deux. Le premier, c'est l'incident sur la centrale nucléaire de Taishan, en Chine du sud. L'incident s'est produit en juin dernier. D'après EDF, ce sont des gaines d'assemblages de combustible qui sont à l'origine de l'échappée de xénon et de krypton dans le circuit primaire d'eau sous pression du bâtiment réacteur au moment de la fission. La fuite a provoqué des rayonnements radioactifs à l'extérieur de la centrale. Le réacteur a finalement été mis à l'arrêt.

Cet incident se produit sur la première centrale nucléaire EPR en activité sur la planète. C'est en 2007 qu'Areva vend ces deux réacteurs à la Chine. Ils sont construits par EDF et sa filiale Framatome en association avec la compagnie

chinoise CGN (China General Nuclear Power Corporation) ; le capital est ainsi réparti : 30 % pour EDF, 70 % pour l'entreprise chinoise. Les travaux débutent en 2009, c'est avec cinq ans de retard, en 2018, que la centrale est finalement raccordée au réseau et mise en service pour alimenter la mégalopole de Canton. Premier EPR en exploitation et premier incident majeur connu.

Une technologie sûre ?

Rappelons que l'EPR de Flamanville (Manche) construit selon la même technologie accuse huit ans de retard et a multiplié par trois son coût initial. La centrale n'est toujours pas en service et ne le sera pas avant fin 2022... si tout va bien !

En novembre, on apprenait qu'un cadre haut placé de la direction de la centrale du Tricastin (Drôme) avait porté plainte contre EDF pour « mise en danger de la vie d'autrui » et dénonçait une politique de dissimulation d'incidents nucléaires de la part de la direction du site. D'après ses révélations, l'exemple le plus flagrant

de cette politique aurait eu lieu en août 2018 lors d'une visite de l'équipe de l'Autorité de sécurité nucléaire (ASN), visite cruciale pour l'avenir du site. Les conclusions de l'inspection des 40 ans peuvent, en effet, décider de l'arrêt ou de la poursuite de l'activité de la centrale. Ce jour-là, le responsable du site a, selon lui, sciemment minimisé un incident sérieux et dissimulé la réalité des faits.

Pour le Réseau Sortir du nucléaire, « cette nouvelle affaire constitue une énième illustration de l'impasse d'un système de contrôle de la sûreté qui repose sur un principe déclaratif, et donc sur le postulat d'un exploitant qui, de bonne foi, viendra déclarer les problèmes dans les temps et sans les minimiser ! Qui peut encore croire que ce fonctionnement suffit à nous protéger d'un accident ? (...) Nous saluons la démarche de ce travailleur et espérons qu'elle encouragera d'autres personnes à témoigner ».

Le nucléaire : une gestion opaque, anti-démocratique, comme nous l'avons déjà maintes fois dénoncé. ★

Les conséquences de l'incident nucléaire de Taishan

Framatome, qui intervient dans la construction des réacteurs, utilise des données techniques dont la propriété intellectuelle est héritée de Westinghouse. L'entreprise doit donc informer le *Department of Energy* avant de lui demander la permission de transférer d'urgence à Taishan, ces données face à un « risque radioactif imminent »

Or, l'administration Trump a classé, en août 2019, le groupe énergétique chinois sur une liste noire, le soupçonnant d'espionnage militaire, et lui interdit l'accès aux technologies américaines. Le groupe Framatome ne peut venir au chevet du groupe public chinois qu'avec une dérogation préalable accordée par la Maison Blanche. Biden refuse estimant que, sur la base des données fournies, la situation ne constitue pas « une situation de crise » qui justifierait de déroger aux sanctions contre CGN... tout en laissant fuiter les informations, trop content de faire état des déboires de la Chine sur une installation nucléaire ! C'est en effet la grande chaîne télévisée américaine CNN qui fait savoir au monde l'incident de la centrale de Taishan. Comme certains commentateurs le soulignent : la Chine pardonnera-t-elle à la France cette humiliation ? La suite de la coopération nucléaire franco-chinoise risque fort d'en pâtir.

Refus de la justice du chiffre, le malaise des magistrats

Une Tribune de 3 000 magistrats parue dans Le Monde du 23 novembre a fait grand bruit. Signée en 48 heures par le tiers des 9 000 professionnels, elle recueille actuellement plus de 6 500 signatures.

Le texte est tranchant : « Nous ne voulons plus d'une justice qui n'écoute pas, qui raisonne uniquement en chiffres, qui chronomètre et comptabilise tout », une « justice qui maltraite les justiciables, mais également ceux qui œuvrent à son fonctionnement ». Cette tribune, publiée peu après le suicide d'une jeune magistrate, révèle des conditions de travail très dégradées, et cela dure depuis des années. Juges civils de proximité, juges des enfants, ceux qui siègent en correctionnelle, juges aux affaires familiales, substituts, greffiers..., tous dénoncent les horaires sans fin, la pression sur le temps raccourci, les énormes délais de traitement : « l'importante discordance entre notre volonté de rendre une justice de qualité et la réalité de notre quotidien fait perdre le sens à notre métier et crée une grande souffrance. (...) Nous sommes finalement confrontés à un dilemme intenable : juger vite mais mal, ou juger bien mais dans des délais inacceptables (...). Nous sou-

haitons dire haut et fort que malgré notre indéfectible conscience professionnelle, notre justice souffre de cette logique de rationalisation qui déshumanise et tend à faire des magistrats des exécutants statistiques, là où, plus que nulle part ailleurs, il doit être question avant tout d'humanité ».

La justice, en France, connaît d'abord un cruel manque de moyens, financiers, humains, matériels.

Les chiffres publiés par le Conseil de l'Europe en 2020 parlent : la France est à la traîne, en budget par habitant, en nombre de juges, de procureurs et même d'avocats : 69,50 euros par habitant en 2018, pour une moyenne de 71,56 euros dans 47 Etats, qui comprend des pays à faible revenu, comme l'Arménie ou la Moldavie.

Le ministre Dupond-Moretti se targue d'une augmentation historique de 8 %, deux années de suite. Certes. Encore faut-il savoir comment ces crédits seront utilisés. La presse juridique relativise : « les professionnels de la justice le savent bien, plus les chiffres avancés par le ministère sont séduisants, plus ils risquent de s'avérer trompeurs » (1). La majeure partie du budget sera attribuée à la pénitentiaire, politique sécuritaire oblige,

et les effectifs annoncés ne compensent même pas les départs en retraite et concernent aussi des recrutements de contractuels en lieu et place de CDI. Une augmentation qui ne compense pas l'immense retard accumulé, et une insuffisance patente de crédits pour la justice du quotidien : seulement 3,4 %, en baisse de fait par rapport à l'année précédente. Sans compter que les crédits votés ne sont pas forcément dépensés, ce que relève le sénateur de droite (LR) P. Bas, président de la Commission des Lois du Sénat qui reproche au ministre : « Cela représenterait 378 millions d'euros (économisés) pour la période de 2018 à 2020 ».

Le gouvernement continue à appliquer sa feuille de route, dite de modernisation (2).

Il va « mettre en place des procédures judiciaires plus rapides et moins coûteuses », limiter le recours au juge, développer la justice prédictive (via les algorithmes, censés aider les juges à la décision et « rassurer le public par l'utilisation d'une vérité établie par les mathématiques »)... Les réformes se succèdent : la loi pour la justice du XXI^e siècle, loi de programmation et de réforme de la justice, réforme de la justice pénale des mineurs, loi de confiance en l'institu-

tion judiciaire, loi de réforme de l'irresponsabilité pénale....

Nous savons que la justice est une justice de classe et qu'elle est un moyen de répression contre les couches populaires. Mais nous savons aussi que la dégradation des conditions de travail des personnels, conséquence de la politique néolibérale, vont encore aggraver le caractère répressif de la machine judiciaire. Nous savons aussi qu'il y a des forces, notamment syndicales, qui s'opposent au renforcement du caractère répressif, du tout sécuritaire. Le Syndicat de la Magistrature dont neuf de ses membres ont été à l'initiative de cette Tribune ou le Syndicat des Avocats de France, dont beaucoup de membres ont participé aux mobilisations contre les lois sécuritaires, ont apporté leur appui aux signataires de cet appel. C'est pour toutes ces raisons et sur cette base que nous soutenons cette position. ★

(1) <https://www.actu-juridique.fr/justice/budget-de-la-justice-2021-ce-que-revelent-les-documents-budgetaires/>

(2) https://www.modernisation.gouv.fr/files/2021-06/rapport_final_j22%281%29.pdf

« Grande Sécu »

Un projet de campagne électorale qui n'a rien de progressiste !

77% des frais de santé sont aujourd'hui couverts par la branche maladie du régime général de Sécurité sociale. La part restante (ticket modérateur, forfait hospitalier, dépassements d'honoraires) est plus ou moins prise en charge par des assurances complémentaires, avec de profondes inégalités selon les contrats souscrits et leurs tarifs. C'est la conséquence du compromis de 1945, qui a mis en place la Sécurité sociale, sans pour autant remettre en cause les mutuelles. L'élargissement du rôle de la branche maladie de la Sécurité sociale dans la prise en charge des frais de santé, que semble vouloir porter le gouvernement, serait-il un pas vers la « grande Sécurité sociale » qui n'a jamais vu le jour ? Les plus libéraux s'inquiètent d'une telle réforme qui conduirait les finances publiques à prendre en charge 22,4 milliards d'euros payés jusqu'à présent par les patients, directement ou via leur complémentaire. Pour les adversaires « historiques » de la Sécurité sociale, qui revendiquent la « liberté » contre la solidarité, elle serait, selon eux, synonyme de bureaucratie et de

« déresponsabilisation ». Qu'en est-il ?

La pauvreté gagne du terrain et contraint de plus en plus de personnes à renoncer aux soins. Cette situation de crise a déjà obligé le Gouvernement à prendre des mesures.

Une offre « 100 % santé » a été mise en place en janvier 2021 : les prothèses dentaires, les lunettes et les appareillages auditifs sont intégralement pris en charge par l'assurance maladie et les complémentaires, avec zéro reste à charge pour ceux qui ont recours au « panier de soins » inclus dans cette offre. A condition d'avoir une complémentaires santé. Or, elles sont toutes devenues de plus en plus chères (+45% en dix ans) et une nouvelle flambée des tarifs (de l'ordre de 7 à 10 %) est également annoncée pour 2022. Le site de l'assurance maladie précise, bien sûr, que « les Français qui le souhaitent ont la possibilité de choisir d'autres équipements en dehors de l'offre 100 % Santé. » Mais entre souhaiter et pouvoir, il y a une marge !

C'est ce genre de médecine à deux vitesses qu'accentuerait la « grande

Sécurité sociale » version Macron-Véran. La prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie obligatoire serait étendue à la quasi-totalité des dépenses d'hospitalisation, consultations et prescriptions médicales. Les mutuelles prendraient en charge uniquement les dépassements d'honoraires, les chambres particulières en hospitalisation ou les soins plus onéreux qui ne relèvent pas du « 100 % santé ». Cette « grande Sécu » conforterait, par ailleurs, une fiscalisation de la protection sociale, avec un élargissement de la CSG pour remplacer les cotisations sociales, ces salaires indirects dont le patronat veut se « décharger ».

Avec ce projet, les mutuelles perdraient 70 % de leur chiffre d'affaires. Les organismes à but non lucratif sont encore aujourd'hui majoritaires parmi les complémentaires santé. Mais leur nombre a déjà été divisé par 5 depuis 2001 et des directives européennes les contraignent d'aligner leur gestion sur celle de la concurrence privée. Les sociétés d'assurance (des sociétés privées destinées à rémunérer des actionnaires) sont de

plus en plus nombreuses sur ce marché (33 %). Une partie d'entre elles sont des filiales de grandes banques qui proposent des couvertures maladie à côté d'autres produits. Ce sont elles qui vont tirer leur épingle du jeu en proposant des produits à ceux qui peuvent payer.

Les dépenses de santé ne vont cesser d'augmenter. Parce que la crise du système et les « solutions » qui sont avancées pour tenter de la surmonter ne peuvent que créer toujours plus de dégâts, sur tous les plans, y compris sur celui de la santé. La crise environnementale et la crise sanitaire en sont l'illustration. Le projet de « grande Sécu » que nous servent Macron et son équipe de campagne s'inscrivent dans ce cadre : obligation de gérer à minima ces dégâts pour la masse de la population ; médecine de luxe pour les riches ; boulevard ouvert aux quelques monopoles qui font leur beurre sur le marché de la pharmacie et de l'assurance. Tout comme le « 100 % santé », cette « grande Sécu » que Macron-Véran voudraient nous vendre comme un progrès en est donc bien loin. ★

Dans la santé, une situation qui n'en finit pas de se dégrader

Elle se profile depuis un bout de temps, mais chaque jour qui passe nous rapproche un peu plus de la catastrophe annoncée à l'hôpital public. Les différents plans et les lois successives depuis des années ont toujours poursuivi le même but : privatisation, marchandisation et casse de l'hôpital public. Entre 1993 et 2018, ce sont 103 000 lits d'hôpitaux qui ont été fermés, 100 000 postes qui ont été supprimés en 8 ans. Le budget de l'hôpital a été réduit de 10 % sur 10 ans et 78 hôpitaux de proximité ont fermé depuis 2013. Le bilan impressionnant de cette politique était déjà largement dénoncé et combattu avant la pandémie de la Covid. Si la France peut être suréquipée en armement, en sous-marins nucléaires... le pays n'a que 5 000 lits de réanimation, puisqu'eux (!) ne serviraient pas tout le temps. Et la Loi de programmation militaire 2019-2025, promulguée en juillet 2018, prévoit 197,8 Milliard€ sur la période 2019-2023, soit une croissance annuelle de 1,7 Md€ entre 2019 et 2022, puis de 3 Md€ en 2023.

Si la pandémie et les mobilisations des personnels de l'hôpital, soutenues par la population, ont permis

d'arracher, avec le Ségur de la santé, des revalorisations de salaire (183 € net mensuel), elles ne sont pas à la hauteur de ce qui était revendiqué et ne concernent pas toutes les catégories. Et tout à sa logique 0. Véran continue de fermer des lits : 5 700 en 2020 ! La fatigue s'ajoute aux conditions de travail dégradées et maintenant ce sont des fermetures dues au manque de personnel infirmier.es, aide soignant.es mais aussi médecins. Fin octobre, une enquête annonçait que 20 % de lits étaient fermés faute de soignants, ce que le ministre de la Santé tente de démentir et minimiser. Mais la réalité est là. En novembre, dans la Sarthe, aux urgences du centre hospitalier du Bailleul, un homme décède faute d'avoir été pris en charge à temps, le médecin anesthésiste de garde est en arrêt maladie. Transféré au Mans, à 50 kilomètres, il meurt d'une péritonite. A Tours, alors que l'épidémie de bronchiolite arrive plus tôt que prévue, la moitié des 40 lits « saisonniers » de l'hôpital pédiatrique Clocheville ne peuvent ouvrir par manque de personnel. Celles de Nantes sont également débordées. Plusieurs hôpitaux sont obligés de fermer leurs service d'urgence de nuit : Vitry (Ille-et-

Vilaine), Bailleul (Sarthe), Ambert (Puy de Dôme), Voiron (Isère)... Aux urgences de Bourges, il ne reste que 4 médecins titulaires pour 27 postes et 7 % des postes infirmiers sont vacants. L'hôpital de Laval a dû également fermer ses urgences, sauf risque vital, pendant plusieurs nuits en novembre, avec un temps d'attente de 12 à 24 h pour certains patients. Les hôpitaux de Sarreguemines et Bitche (Lorraine) sont contraints d'envisager des fermetures de lits en chirurgie et en médecine durant la période entre Noël et Nouvel an. Un tiers des lits des unités neurovasculaires (UNV) de Paris est fermé faute de personnel et 50 % des postes d'infirmiers ne sont pas pourvus. A l'APHP, 3 566 lits sont fermés sur les plus de 20 000 que compte le groupe hospitalier.

Avec la pandémie de Covid qui repart de plus belle, de nombreux hôpitaux viennent de passer en « plan blanc » : Le Mans, Colmar, Saint-Nazaire, Tarbes, Lourdes, Annecy, Saint-Malo, Dinan, Cancale, et la liste va sans doute encore s'allonger. En Martinique et Guadeloupe c'est la 4^e vague entre juillet et septembre qui a été particulièrement catastrophique avec un taux d'occupation en réanimation

respectivement de 425 % et 400 %. C'est dans ce contexte que l'Association des usagers pour la défense de l'hôpital et des services publics de santé du Nord-Mayenne, qui se bat contre le projet de contrat de partenariat entre les hôpitaux de Laval et Mayenne, a lancé l'appel à une manifestation le 4 décembre à Paris repris par la Coordination Nationale des Hôpitaux et Maternités de Proximité. 80 organisations, associations locales, syndicats, ou collectifs, appellent à rejoindre le mouvement, preuve si besoin était, que partout, la conscience grandit qu'il faut arrêter cette politique de destruction de l'hôpital public.

Alors que chaque année l'Etat reverse autour de 300 Md€ aux monopoles sous différentes formes et que les exonérations de cotisations sociales patronales sont passées de 12 à 40 % pour un SMIC, l'hôpital et la Santé ne peuvent plus se contenter des miettes! Après le 4 décembre, le mouvement doit s'amplifier, professionnels et usagers mobilisés. La date du 11 janvier est annoncée par la CGT pour une grande mobilisation dans la santé et l'action sociale. ★

Sages-femmes

Le gouvernement a commencé à céder

La Forge d'octobre s'était fait l'écho du mouvement des sages-femmes. Le 22 novembre, un protocole d'accord a été signé entre le gouvernement, la Fédération Hospitalière de France, et côté salariées, par les syndicats FO, UNSA et la CFTD. Il acte une revalorisation de 500 € net par mois pour celles de la fonction publique hospitalière. La prime de 183 € Ségur étant intégrée dans cette augmentation. Le reste correspond à une prime d'exercice médical de 240 € par mois et une augmentation salariale de 78 € net ; il est également prévu une 6e année de formation en maïeutique (science de l'accouchement). C'est un début arraché par la mobilisation, mais pour autant, tout n'est pas réglé.

Pour une bonne part, ces augmentations sont des primes qui peuvent disparaître à tout moment et les sages-femmes du privé et celles exerçant en libéral ne sont pas concernées. Elles continuent à demander une reconnaissance médicale à hauteur de leurs responsabilités, des conditions de travail qui leur permettent de s'occuper réellement des parturientes sans les mettre en danger, c'est-à-dire une sage-femme pour une femme qui accouche.

Il faut savoir que d'après l'Ordre des Sages-femmes, la durée d'exercice en maternité est en moyenne de 5 ans. De plus, le nombre d'étudiantes en première année commune aux études de santé (PACES) choisissant la filière maïeutique a brutalement diminué de 20 % depuis deux ans. La profession de sage-femme n'attire plus.

Pour toutes ces raisons, la CGT a refusé de signer et ce dernier week-end de novembre elles étaient à nouveau en grève, en particulier dans le privé.

Les sages-femmes des maternités de FPH (qui regroupe les employeurs privés) dénonçaient dans une lettre au gouvernement et à leurs employeurs les différences de salaire, en moyenne de 25 % inférieures au public. « Nous considérons que pour un même diplôme, une même profession, nous méritons le même salaire » et elles ajoutaient : « Est-il normal que cette différence soit prise en charge totalement par de l'argent public ? Pour rappel, depuis mars 2020 et la garantie de financement, l'Etat a su abreuver, sans contrainte ni contrepartie, le secteur privé lucratif, faisant ainsi le bonheur des actionnaires et des fonds de pensions. La FHP doit prendre ses responsabi-

tés, et contribuer à la reconnaissance de notre statut et à la revalorisation de nos salaires, afin de stopper l'hémorragie des soignants. »

Une « semaine noire » est prévue entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier. Le 30 novembre, c'était au tour des ambulanciers hospitaliers de manifester devant le ministère de la Santé pour demander la reconnaissance de leur profession comme appartenant à la filière des soins et non à celle des techniques. Ils ne sont effectivement pas de simples conducteurs. Ils transportent des malades. Derrière cette revendication, il y a la demande de reconnaissance de « catégorie active » qui ouvre des droits à une retraite anticipée et une revalorisation salariale.

Les unes après les autres, les différentes catégories des professionnels de Santé entrent en mouvement pour faire reconnaître leurs revendications spécifiques. Les infirmier-ères anesthésistes appelaient le 25 novembre à la grève pour une reconnaissance statutaire d'Assistant médical en pratique avancée (AMPA), et salariale de la profession. Recrutés à BAC + 5 et vu leur compétence en bloc opératoire, ils ont été particulièrement sollicités lors de la crise sanitaire.

Si l'on ajoute les grèves des services pour demander des postes, toutes ces mobilisations ont de bonnes raisons de se rejoindre : reconnaissance, respect des compétences, meilleures conditions de travail et meilleur salaire... mais elles se mènent en parallèle. Ceux qui n'attirent pas encore l'attention, ce sont les métiers du technique qui sont également malmenés et de plus en plus sous-traités au privé.

Avec le Ségur, le gouvernement a poussé loin la division de tous les personnels qui concourent à la santé de la population, renforcée par la mise en place des équipes autour de projets de service sans donner les moyens adéquats.

Le capitalisme dans le domaine de la Santé, comme dans les autres domaines, exploite non seulement les travailleurs mais maltraite les usagers et tout particulièrement les usagers populaires en restreignant toujours plus les moyens alloués afin de favoriser la privatisation de ces secteurs. Les mobilisations comme celle du 4 décembre pour la défense de l'hôpital public rassemblant professionnels et usagers sont essentielles et doivent s'amplifier. ★

Fiasco de la réforme des aides au logement

Une situation devenue insupportable

« Il n'y a que le gouvernement qui est content », écrivions-nous dans notre édition de septembre à propos de la dernière réforme des aides au logement, dont l'objectif principal est de faire de nouvelles et conséquentes économies (1,1 milliard en 2021).

Il y aura des perdants et des gagnants avait annoncé le Gouvernement. Naturellement les perdants (près de 40 %) sont plus nombreux que les gagnants (moins de 20 %) et les baisses d'APL pour les perdants (- 73 euros en moyenne) sont plus importantes que les gains de ceux qui ont vu leurs droits modifiés à la hausse (+ 49 euros en moyenne). Si 115 000 nouveaux bénéficiaires ont pu avoir des droits ouverts, 394 000 allocataires ont perdu totalement leur aide au logement.

Cette réforme s'ajoute au sabotage du logement social, via la mal nommée « réduction de loyer de solidarité » (qui n'est rien d'autre qu'une réduction d'APL que les bailleurs sociaux sont tenus de compenser en réduisant les loyers, donc leurs ressources pour entretenir, rénover et construire). C'est ce qui fait dire à la Fondation Abbé Pierre : « Depuis le

début du quinquennat, la recherche d'économies se fait essentiellement sur deux leviers de la solidarité dans le secteur du logement – les APL et le logement social. Tout confondu, ces économies dépassent 10 milliards d'euros, à un moment où beaucoup de gens ont du mal à se loger ou à se maintenir dans un logement ».

Il faut une bonne dose de cynisme pour minimiser l'impact de plusieurs dizaines d'euros de moins (quand ce n'est pas plus d'une centaine) alors que, par ailleurs, tous les prix flambent, notamment ceux de l'énergie. C'est aussi faire peu de cas de l'angoisse de millions de travailleurs pauvres, de mères seules, de jeunes précaires – qui sont parmi les plus touchés par cette contre-réforme –, de retraités aux pensions minables..., qui ne peuvent plus faire aucun budget prévisionnel puisque leurs droits peuvent à présent changer tous les trois mois. Ce n'est pas d'un chèque ponctuel de 200 euros dont ont besoin ceux pour qui l'aide de la CAF est vitale pour accéder à un logement et s'y maintenir. Qu'on cesse de leur faire payer le prix de la crise et du « quoi qu'il en coûte » et qu'on donne aux

CAF les moyens de régler des droits justes et sans retard ! Certes, la trêve hivernale est en vigueur, mais elle n'empêche pas l'accumulation des impayés de loyer qui laisse un glaive suspendu sur la tête des locataires !

Cette situation est encore aggravée par la débâcle des Caisses d'Allocations familiales. Leurs personnels, comme ceux de la Santé, du social, du médico-social..., n'en peuvent plus. La crise sanitaire et le télétravail ont désorganisé les caisses déjà fortement fragilisées par les injonctions de l'Etat à « rendre des postes ». La réforme des aides au logement est la goutte d'eau qui est venue faire déborder le vase. Par sa complexité qui a nécessité d'importants efforts de formation, mais aussi du fait d'une multiplication de problèmes dans le calcul des droits. Le système informatique, en place depuis 1999, n'a pas été en mesure de prendre en charge les nouvelles règles. Les liens avec un nouveau système d'information mis en place en parallèle gèrent des bugs en série. Les allocataires ne reçoivent par leur aide au logement dans les temps. Les droits notifiés

ne sont plus fiables. Mais l'origine de cette crise n'est pas seulement humaine (insuffisance d'effectifs, conditions de travail) ou technique. Elle montre les limites et les dangers d'une interconnexion en temps réel des bases de données de l'administration fiscale, de Pôle Emploi et des CAF. Dès lors qu'une information relative au prélèvement à la source ou au dossier chômage est modifiée ou enregistrée tardivement dans une de ces administrations, il s'ensuit pour l'allocataire une succession incompréhensible de rappels ou de demandes de remboursements, qui ne concernent pas seulement les aides au logement, mais aussi bien souvent l'ensemble des prestations (RSA et autres) !

La situation ne peut que s'aggraver car, comme dans d'autres métiers, l'épuisement professionnel est de plus en plus important, et certains salariés ne voient plus qu'une perspective : démissionner ! Ce n'est pas un hasard si des grèves ont eu lieu ces derniers mois avec des mobilisations inégales, mais souvent assez bien suivies. Nous les soutenons et les encourageons, car pour les agents comme pour les allocataires : « trop, c'est trop » ! ★

Grandes manœuvres dans les médias

L'oligarchie aux commandes

Il y a peu de temps, l'actualité médiatique était marquée par la prise de contrôle du groupe Lagardère par Bolloré, avec des conséquences importantes au niveau de l'édition, de la presse, de la radio et de la télévision. A travers d'importants relais médiatiques, cet oligarque ultra-conservateur, parrain d'Éric Zemmour, dispose de redoutables instruments de formatage idéologique. Il semble à présent convoiter Le Figaro.

Aujourd'hui, il est question d'un projet de rachat du groupe M6 (M6, 6ter, W9, Gulli et Paris Première) par le groupe TFI (TF1, TMC, LCI, TFX, TF1 Cinéma Séries) contrôlé par Bouygues. Il y aurait bien quelques entorses aux règles du dispositif anti-concentration de l'audiovisuel qui interdit à un même groupe de posséder plus de sept fréquences TNT, mais ce « détail » pourrait se régler par quelques restructurations. D'autant que Roch-Olivier Maistre, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), ne voit pas de mal à ce type de rapprochement. Ils permettraient, selon lui, de « développer leur capacité d'investissement et [de] préserver une forme de souveraineté culturelle » face à la concurrence, notamment de l'améri-

cain Netflix. On connaît pourtant la conception qu'a de la culture ce groupe, dont l'ex-PDG, Patrick Le Lay, s'était vanté de vendre à Coca-Cola et autres annonceurs du « temps de cerveau disponible » !

La concentration dans les médias se poursuit inexorablement, dans un mouvement identique à celui qui touche tous les secteurs de l'économie et qui aboutit à des groupes toujours plus grands et toujours moins nombreux. Les monopoles les plus puissants, qui contrôlent les secteurs clés de l'économie (le BTP, le luxe, les communications, la production militaire...), sont également patrons de presse, de télévision, de radio de grande écoute... A leurs têtes, une poignée de milliardaires (1).

• **Vincent Bolloré** a construit une grande partie de sa fortune dans les néocolonies africaines de l'impérialisme français. Le groupe qu'il dirige est en position dominante dans le domaine du transport-logistique et de la communication (Vivendi) et est maintenant engagé dans le stockage d'électricité et l'économie décarbonnée. Il contrôle CNews, Canal+, Europe 1, *Le Journal du dimanche*, *Paris Match*...

• **La famille Dassault**, à la tête d'un groupe qui a pour pilier l'aviation de guerre (Dassault aviation) détient le groupe Figaro (*Le Figaro*, *Le Figaro Magazine*, *Madame Figaro* et *TV Magazine*, *Le Particulier*).

• **Bernard Arnaud**, (LVMH), possède *Challenges*, *Les Echos*, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, mais aussi Radio Classique, *Connaissance des arts*, *L'Histoire* et *Historia*...

• **François-Henri Pinault**, à la tête du groupe Kering (Gucci, Yves Saint-Laurent, Balenciaga mode et autres marques de la maroquinerie, joaillerie et horlogerie de luxe), possède *Le Point*.

• **Xavier Niel**, fondateur du groupe Iliad (Free) est copropriétaire avec Matthieu Pigasse du groupe Le Monde libre et de ses filiales : *Le Monde*, *Le Monde diplomatique*, *Courrier international*, *La Vie*, *Télérama*, *L'Obs*. Il possède également *Nice Matin*, *France Antilles*...

• **Martin Bouygues**, à la tête d'un empire du BTP, de l'immobilier et des télécommunications, contrôle TF1 et s'apprête à racheter le groupe M6.

• **Iskandar Safa**, milliardaire franco-libanais qui possède notamment plusieurs chantiers navals, détient *Valeurs actuelles*, chanteur de la

« civilisation chrétienne », contempteur hystérique de l'islam, des « islamo-gauchistes », des féministes, des fonctionnaires...

• **Patrick Drahi**, patron du groupe Altice (SFR-Numericable possède le groupe média BFM-RMC, qu'il a racheté en 2015 à son fondateur Alain Weill. Jusqu'en 2020, Altice possédait également Libération qu'il a alors cédé à un « Fonds de dotation pour une presse indépendante » dont il reste le mécène, et *L'Express*.

• **Alain Weill**, qui s'est séparé de BFM, a racheté, en 2019, 51 % de *L'Express* à Patrick Drahi. ★

(1) Positionnement des milliardaires qui contrôlent les médias dans le classement des plus grandes fortunes de France établi en 2021 par le journal *Challenges* : 1-Bernard Arnaud (157 500 M€) ; 5-François Pinault, 41 500 M€) ; 6-Laurent Marie-Hélène et Thierry Dassault (26 600 M€) ; 10-Patrick Drahi, (13 000 M€) ; 13-Xavier Niel, (8 800 M€) ; 14-Vincent Bolloré (8 200 M€) ; 41-Famille Bouygues (3 200 M€) ; 97-Iskander Safa (1 100 M€) ; 343-Alain Weill (300 M€).

Les métallos en force contre la remise en cause de leurs acquis

Le 25 novembre, à l'appel de la seule fédération Cgt de la Métallurgie, des milliers de métallos s'étaient donné rendez-vous à Paris pour dire Non à la Convention collective que l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) veut mettre en place après avoir dénoncé les 76 conventions collectives territoriales (départementales), celle des ingénieurs et cadres de la branche comme celle couvrant la sidérurgie (voir notre article dans La Forge d'octobre).

Un million de travailleurs sont concernés et quelque 300 000 cadres, sans compter l'impact politique qu'aura inévitablement ce texte conventionnel pour l'ensemble des autres branches de l'industrie.

Au centre de cette convention collective, la détermination du salaire ouvrier, non plus en fonction de la qualification acquise par le travailleur, mais en fonction de la cotation du poste de travail, de la machine.

K. Marx, dans son ouvrage *Le Capital*, avait montré comment l'ouvrier, du point de vue de ses conditions de travail, était réduit à être « l'appendice » de la machine. Un siècle et demi plus tard, le patronat de la métallurgie veut

faire de la machine celle qui va définir ses conditions de vie !

Dans la manifestation, cette question du salaire en fonction de la cotation de telle ou telle machine était au centre de nombreuses discussions, comme le refus par le patronat de prendre en compte les qualifications acquises au motif que « la prise en compte des diplômes pour la classification des emplois est source d'iniquité entre les salariés » ! Provocation patronale pour justifier cette dévalorisation de l'ensemble des rémunérations et prendre en compte dans la force de travail ce qu'elle a d'essentiel.

Mais le patronat, dans ses prétentions, va inévitablement se heurter et se heurte tous les jours (c'est ce qu'a aussi montré cette manifestation) à la conscience de ces ouvriers qui défilaient derrière leur banderole qu'ils soient de Naval groupe, de Thalès, de Safran, d'Airbus, de SKF, de Safran... ou de tous leurs sous-traitants. Conscience de la valeur de leur travail et des richesses qu'ils produisent, comme des luttes menées par les générations précédentes pour justement ne pas être considérés et rémunérés comme de simple « appendices » de la machine.

En même temps cette offensive patronale se mène au moment où le « coût de la vie » – qui lui, et pour cause, ne se calcule pas à partir de la cotation donnée à telle ou telle machine – augmente, conséquence de la spirale inflationniste actuelle. C'est aussi pourquoi dans le tract distribué par notre parti, tout en dénonçant ce nouveau dispositif conventionnel dans la métallurgie, nous écrivions : « Augmentation des salaires maintenant ! ». Cette dimension de la lutte était reprise tout au long de la manifestation, avec y compris des cortèges qui faisaient état de leur dernière grève ou celle en cours concernant les salaires.

Avec cette forte mobilisation des métallos de la Place de Clichy jusqu'au siège de l'UIMM, la pression a aussi été maximale sur les autres organisations syndicales (FO, CFDT, CFE-CGC), toutes à la concertation avec le patronat autour de cette convention collective.

Nul doute que le patronat fera quelques concessions pour gagner la signature de l'une ou l'autre. Mais vu l'enjeu de ce texte qui efface les acquis de dizaines et de dizaines d'années de luttes... il faudra assu-

mer, dans les entreprises, pour les représentants syndicaux des éventuels signataires ! Ce qui donnait au mot d'ordre scandé par certains manifestants « unité syndicale », un côté tout à fait surréaliste et totalement à côté de la plaque.

Cette importante manifestation des ouvriers de la métallurgie, qui a rassemblé aussi bien des travailleurs des grands groupes comme des boîtes de la sous-traitance ou de petites boîtes regroupées autour de leur banderole siglée des différentes USTM (Union syndicale départementale des travailleurs de la métallurgie), chasubles rouges sur le dos, forêt de drapeaux rouges Cgt au vent, fait partie de ces manifestations de fin d'année (celle autour de la SAM dans l'Aveyron, celle des retraités...) qui, avec les mouvements de grève sur les salaires en cours (Leroy-Merlin, Sephora, Nor Pain...) montre toute la prégnance de la lutte de classe dans la période.

Et nous ne pouvons que faire nôtre le mot d'ordre lancé du haut de la camionnette de la fédération de la Cgt de la métallurgie ce 25 novembre : « les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, de cette société là on n'en veut pas, on la combat ! » ★

Bas-Rhin

une bonne mobilisation

Depuis plus de 6 mois, l'USTM a mobilisé contre cette réforme de la convention collective. De nombreux syndicats d'entreprise ont pris en main cette mobilisation et ont appelé à la manifestation nationale et de nombreuses délégations étaient présentes : Clestra, Gaggenau, Hager, Isri, Lohr, Punch, Safran, Schaeffler, Siemens, Supra, Usocom... Un départ en train a été organisé pour Paris, le 25 novembre. Les métallos ont bien com-

pris le danger de cette réforme qui va encore faire baisser davantage leur pouvoir d'achat et rogner leurs acquis sociaux. La pétition a joué un rôle important dans cette mobilisation, ainsi que les tracts distribués dans les entreprises. Le résultat était probant : 300 métallos sont « montés » sur Paris, revendicatifs et déterminés. Preuve que le travail en amont du syndicat, la préparation et l'organisation portent leurs fruits.

Dès l'arrivée à Paris, le cortège du Bas Rhin (67) a commencé la manifestation, avec drapeaux et gilets CGT. Les forces de police ont bloqué le cortège pour faire retirer les gilets à la gare. Les manifestants les ont retirés pour les remettre une fois à l'extérieur. C'est ainsi qu'ils sont arrivés au rassemblement.

Le tract du Parti a été distribué par des camarades. Cela a permis de discuter avec des militants au retour. La plupart sont d'accord sur l'urgence des salaires.

Le ressenti général est qu'il faut que cela bouge. L'occasion s'est présentée pour discuter aussi sur le soutien au peuple palestinien avec un militant qui ne connaissait pas encore la campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers.

Les militants étaient contents de se retrouver nombreux dans cette mobilisation et une pierre a été posée pour la suite de la lutte. ★

Correspondance Cellule G. Monmousseau

Cher

une mobilisation préparée

Dans le Cher (18), le Comité de Coordination de la Métallurgie CGT (CCM) a appelé à la mobilisation générale des syndicats dans les bassins d'emploi pour participer à la manifestation nationale sur Paris et alerté contre toute signature dans le dos des travailleurs du « nouveau dispositif conventionnel national » voulu par les patrons de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM). Avant même que ce « nouveau dispositif conventionnel » soit définitivement écrit, l'UIMM prévoit, dès janvier 2022, une dénonciation des accords d'entreprise et des 76 Conventions collectives territoriales

(départementales). La colère monte dans les tôles en lien avec la question des salaires, la reconnaissance des qualifications et l'amélioration des conditions de travail.

Ainsi le CCM 18, dans le cadre de la mobilisation contre ce nouveau dispositif conventionnel, a fait de la défense et du maintien de la Convention collective du Cher et de ses acquis un levier pour la lutte des syndicats dans le cadre des NAO en s'appuyant sur les grilles des « qualif » dans les entreprises. Ainsi les ouvrières OS de l'usine du fabricant de matériel médico-chirurgical et dentaire Herdegen d'Henrichemont (18)

ont obtenu en novembre, avec leur jeune syndicat CGT, la qualification P1 et les augmentations de salaires qui vont avec.

Cette exigence du maintien de la Convention Collective du Cher par la CGT ainsi que la peur des patrons de PME, comme ceux de l'UIMM du Val-de-Loire (18 et 41), d'un clash sur la prime d'ancienneté ont contribué au maintien des négociations territoriales sur la valeur du point, de la prime d'ancienneté et sur d'autres revendications...

La mobilisation du 25 novembre et la réussite de la manifestation parisienne accompagnée d'appels à la

grève même s'ils ont été diversement suivis, a aussi permis de conforter la dynamique de lutte en cours dans plusieurs entreprises pour les augmentations de salaires, par exemple pour les 150 euro à Auxitrol (18).

Après le 25 novembre, la multiplication des mobilisations pour gagner sur les salaires doit permettre, y compris de faire grandir le rapport de force pour s'opposer à la mise en œuvre de ce « nouveau dispositif conventionnel » voulu par l'UIMM, faire reculer la peur du chantage à l'emploi contre salaire et renforcer l'unité des travailleurs. ★

Une première place gagnée par la lutte et contre le démantèlement de l'entreprise

À l'issue des élections des représentants du personnel aux comités sociaux et économiques (CSE) qui se sont déroulées du 22 au 26 novembre 2021, la CGT avec un peu plus de 35 % des voix, est redevenue première organisation syndicale de l'entreprise devant FO (30 %), l'UNSA (25,5 %), la CFE-CGC (8,6 %). Lors des dernières élections en 2018, l'UNSA était arrivée en tête, bénéficiant d'un fort taux d'abstention, détrônant la CGT de sa place historique. De l'avis général, malgré l'engagement des militants sur le terrain, l'Union syndicale CGT n'avait pas vraiment fait campagne. L'annonce du démantèlement à venir de l'entreprise au 1^{er} janvier 2025 était déjà annoncée. Dans le cadre d'appels d'offres ouverts aux monopoles des transports comme Transdev, la filialisation du réseau bus et de ses 19 000 agents était programmée avec, comme à la SNCF, la perte à terme du statut et nombre d'acquis sociaux. Immanquablement, cela a donné lieu au sein de la CGT à beaucoup de discussions sur l'évolution de l'entreprise, comment se positionner, y répondre... ouvrant de fait la voie à une certaine paralysie de l'organisation syndicale.

L'annonce d'E. Macron de remettre à plat l'ensemble des régimes de retraites et d'en finir (lui aussi !) avec les régimes spéciaux, a obligé la CGT à sortir de ces questionnements sans fin et à s'engager sur le terrain de la lutte. Très tôt, dès le 13 septembre 2019, une partie significative des travailleurs de la RATP, bien loin des spéculations autour des manœuvres d'appareil entre les différentes organisations syndicales, ont répondu massivement par la grève et se sont engagés dans la bataille. Pendant des semaines, à l'heure du laitier, il y avait du monde (et pas simplement des travailleurs de la RATP) sur les piquets de grève devant tel ou tel dépôt de BUS ou devant tel atelier de maintenance du RER ou du métro... Et les travailleurs se sont retrouvés nombreux dans les manifestations parisiennes derrière les banderoles portées par les grévistes des différentes lignes du métro parisien. La direction de la RATP, revancharde, et l'ouverture à la concurrence du réseau BUS en ligne de mire, mesurant avec cette grève tout le potentiel de résistance à sa politique, s'en est pris à un certain nombre de militants CGT des BUS pour faire des exemples. Elle

a fait des pieds et des mains pour tenter de révoquer deux élus, l'un du dépôt BUS de Vitry (94) et l'autre du dépôt de Flandre (93), en pointe du mouvement contre la retraite à points. Une large solidarité militante s'est exprimée autour de ces militants CGT. Devant des dossiers totalement vides, l'inspection du travail a refusé leur révocation et le ministère a rejeté l'appel formé par la direction. Le lien établi entre l'ouverture à la concurrence et la répression a fragilisé d'autant les discours rassurants de l'entreprise comme la manœuvre grossière consistant à réduire de façon drastique le nombre d'élus pour le réseau BUS à l'occasion de ces élections. A cela il faut ajouter, dans la toute dernière période, l'écho de la grève des conducteurs de BUS de Transdev, principalement en Seine-et-Marne (77) où, pour pouvoir remporter un de ces fameux appels d'offres, Transdev, via un accord d'entreprise pourri, voulait ne plus payer les temps d'attente comme du temps de travail effectif ! (Voir La Forge de novembre). Lors des élections, la CGT a gagné 1500 voix de plus dans les dépôts de bus ! Autre élément marquant de la période, la mobilisation massive et déterminée

des ouvriers de la maintenance ferroviaire, le 10 mai 2021, sur le dépôt du RER de Sucy (94) contre la dégradation systématique de leurs conditions de travail, pour les effectifs, contre le « démantèlement de l'entreprise et pour le service public ! » (Voir La Forge de juin 2021). Mobilisation faisant suite à un travail de terrain inlassable des militants CGT pour défendre pied à pied les intérêts individuels et collectifs des travailleurs, en liant ces luttes à la dénonciation du démantèlement de l'entreprise. Permanence sur le terrain qui s'est aussi traduit dans certains ateliers par un renforcement des sections syndicales CGT. A l'issue des élections, la liste CGT dans la maintenance ferroviaire a fait 600 voix de plus. Soit 30 % de plus par rapport à 2018. Ces tendances lourdes dans ces deux secteurs de l'entreprise, sans compter avec les nombreux gains enregistrés dans quasiment tous les autres secteurs, ont contribué à ce que la CGT récupère sa place de première organisation syndicale. ★

Comité du Pcof à la Ratp

Schiltigheim (67)

Les agents territoriaux mobilisés contre la réforme de la fonction publique

Les agents territoriaux sont en lutte contre la décision de la Mairie écologiste qui met en place la nouvelle loi et « prévoit une perte de 9,5 jours de congés au sein de la collectivité ». En grève les 18 et 25 novembre, ils réclament entre autres « une compensation financière digne ». Le 18 novembre, plus de 220 personnes se rassemblent devant la Mairie de Schiltigheim et bloquent en partie la circulation. Drapeaux, panneaux, slogans, cris de colère contre cette mesure injuste et anti-sociale. Etaient présents les agents des espaces verts et des services techniques, le personnel de cantine et de ménage, des Atsem, des animatrices petite enfance, des agents du service culture... Majorité de petits salaires, de temps partiels, principalement des femmes. La colère s'exprime très fortement et souvent les mots manquent. Ce sont des cris et des huées contre la Maire. Certains panneaux sont explicites : « Les agents en colère », « Métiers formidables, salaires misérables ». Agents, syndicalistes et militants venus soutenir, de l'UL de Schiltigheim et de la CSD (Coordination syndicale départementale de la fonction publique territoriale CGT). Des camarades du parti étaient également pré-

sents en solidarité. Lors de la manifestation qui a lieu ensuite, nous proposons à la responsable de la banderole de compléter leur mot d'ordre « *Métiers formidables, salaires misérables, de ces conditions-là, on n'en veut pas, on les combat* ». La syndicaliste nous propose de le scander au micro.

La loi de transformation de la fonction publique de 2019

Elle concerne 5,5 millions d'agents publics, dont 1,9 million d'agents territoriaux. Elle élargit le recours aux contractuels et assouplit leurs règles de recrutement à temps partiel, supprime les régimes dérogatoires aux 35h dans les collectivités territoriales où ils étaient plus favorables, encadre le droit de grève avec instauration d'un service minimum dans certains services... Ce sont les emplois, et plus particulièrement les salaires et les conditions de travail, qui sont mis en danger avec plus de précarité, un temps de travail qui augmente et des salaires qui stagnent, une remise en cause du statut des territoriaux...

Les agents réitèrent leur mouvement le 25 novembre, alors que les négociations s'enlisent et que la Maire de Schiltigheim se retranche derrière l'excuse : « *cette réforme ne me convient pas non plus, mais je suis employeur et je suis tenue d'appliquer la loi...* ». Face à la revendication des agents qui demandent 1 000 euros de compensation annuelle, elle propose 230 euros, prétextant les contraintes budgétaires de la commune.

La colère et la détermination demeurent, même si les agents sont un peu moins nombreux. Faire deux jours de grève dans le même mois, pour des petits salaires, c'est difficile, dit un militant. Pour le moment, les agents ont obtenu un report de 3 mois de la mise en place de la réforme. Mais ils restent vigilants et ne veulent pas lâcher sur la compensation financière. Une nouvelle action sera prévue en décembre si les négociations n'aboutissent pas.

L'importance de la solidarité et de la popularisation de la lutte !

« *Personne n'a baissé les bras. Ça fait du bien, cette lutte* » Ce sont les commentaires d'une syndicaliste CGT qui

est venue apporter son soutien actif aux agents de Schiltigheim. Elle a vécu la même chose dans sa commune avant l'adoption de la loi. Présente dans la mobilisation, elle souligne l'importance de la combativité et de la solidarité. « *Dans notre commune, nous avons perdu 7 jours de congés. Nous avons fait au mieux, mobilisé 150 personnes sur les 300 agents, fait des rassemblements devant la Mairie. La Cour des Comptes avait interpellé la mairie sur ses comptes, stigmatisant des dépenses trop importantes selon elle. Le maire de droite en a profité pour réduire le nombre de jours de congés du personnel. Nous n'avons pas eu de compensation financière. C'est pourquoi le combat de Schiltigheim est important. La leçon qu'on peut en tirer est l'importance de la solidarité. Notre lutte n'a pas été très visible du public.* » Le « *quoi qu'il en coûte* » du président Macron signifie avant tout mesures d'aides pour les monopoles et souffrances pour les travailleurs : casse des services publics, dégradation de la santé des agents en première ligne, régression salariale et détérioration des conditions de vie.

De ces mesures, on n'en veut pas et on les combat. Cette société-là on la changera ! ★

Guadeloupe

Le gouvernement doit négocier sur la base des exigences du mouvement social et politique

Le refus de dialogue avec les personnels de santé, la mise en œuvre des sanctions contre les non-vaccinés et l'imposition du pass sanitaire ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres mais la crise couvait depuis longtemps. La pandémie n'a fait qu'aggraver une situation sanitaire, sociale et économique déjà très précaire : pauvreté, manque de travail (53 % des moins de 25 ans sont au chômage, un triste record), le décrochage scolaire en hausse, la hausse des carburants et du gaz... (le litre d'eau en bouteille est trois fois plus cher qu'en métropole ! dans une île où l'eau potable manque cruellement). A cela s'ajoutent les conséquences en matière environnementale et de santé publique du chlordécone. De plus en plus de Guadeloupéens rejoignent ce combat initié par les travailleurs de la banane martiniquais pour exiger justice et réparation. Enfin, le sentiment d'être des citoyens de seconde zone et toujours soumis au système colonial est très largement partagé. C'est toute cette colère accumulée qui s'est exprimée dans les explosions de violence qui ont secoué la Guadeloupe en ce mois de novembre.

Il aura fallu plusieurs semaines de grèves, de mobilisations, de barri-

cadés et d'affrontements parfois violents, pour que le gouvernement prenne la mesure de la gravité de la situation et finisse par accepter, le 22 novembre, de rencontrer et de discuter avec les élus locaux et les parlementaires guadeloupéens.

Le 25, le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu prenait le relais et entamait une série de consultations des élus de l'archipel, affirmant vouloir porter « une attention particulière aux priorités de la jeunesse guadeloupéenne ». Dans le même temps, il rappelait l'engagement du gouvernement à rétablir l'ordre public. A l'appui de cette déclaration, l'envoi de deux pelotons de gendarmerie supplémentaires, avec 50 membres du GIGN, signifiant par-là qu'il considérait la situation comme pré insurrectionnelle. Pas question de rencontrer les syndicats à l'initiative de la grève générale, sous prétexte qu'il ne discuterait qu'« avec des gens qui condamnent clairement la violence ». Seuls les pompiers qui participent activement au mouvement de grève étaient invités. Ils ont refusé de discuter sans les autres organisations du Collectif. Au final, ces discussions ont tourné court, la délégation interministérielle se disant non mandatée pour discuter des 32 points

de revendications portées par le « Collectif d'organisations en lutte contre l'obligation vaccinale et le pass sanitaire ».

L'entourloupe du gouvernement : l'autonomie

Le gouvernement se rabat maintenant sur des discussions et des négociations avec des élus. L'Etat se défasse en quelque sorte de ses obligations, comme celle, essentielle, de l'eau. Comme le rappelle Elie Domota, porte-parole du LKP, « l'Etat doit s'engager sur un montant au moins à hauteur de 1,5 milliard d'euros, comme il était prévu en 2009 lors des accords LKP. Aujourd'hui, en Guadeloupe, 90 % du système d'assainissement est hors norme, c'est un problème de santé publique. C'est un droit fondamental, l'eau, cela relève bien de l'Etat, (...) Je le redis sur l'eau, dès lors que l'on parle de santé publique, de droits humains, on n'est plus dans le champ de compétence des collectivités, on est au niveau de l'Etat central donc l'Etat doit l'entendre ! » (extrait de l'article de Médiapart du 2 décembre).

Les quelques gestes, 1000 emplois aidés pour les jeunes, le report de

l'obligation vaccinale au 31 décembre et la levée de la suspension des personnels non vaccinés et de leur rémunération s'ils acceptent « un accompagnement personnel » (!?)... ne peuvent calmer la colère des manifestants.

Car, comme le dit encore E. Domota : « Quand vous avez 80 % de la population au 16 juillet qui n'est pas vaccinée, au lieu de les mépriser, au lieu de les forcer à se faire vacciner, au lieu de les vilipender, on s'assoit autour d'une table et on trouve les voies et les moyens pour avancer ».

Lecornu a lancé la question de l'autonomie, comme « solution ». La réponse d'E. Domota est claire : « C'est très curieux car cela ne fait pas partie de la plate-forme de revendications. Au lieu de répondre à nos demandes, on ouvre un nouveau chantier sur l'autonomie. Pour l'heure, ce n'est pas la question posée. La question des conventions collectives qui ne sont pas appliquées, la question de l'eau qui n'arrive pas au robinet ou qui est empoisonnée au chlordécone, la question de la jeunesse avec 60 % des moins de 25 ans qui est au chômage : en quoi, aujourd'hui, ouvrir le débat sur l'autonomie peut régler ces problèmes-là ? » ★

Martinique

Une contribution du CNCP pour comprendre la situation

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du document du Conseil National des Comités Populaires (CNCP), du 27 novembre.

« En face de nous, il y a un pouvoir colonial organisé qui dispose de son armée, de sa justice et de ses médias pour nous combattre. Aussi courageuse que soit notre résistance, si nous aussi ne sommes pas solidement organisés, nous ne pourrions pas remporter la victoire. Dans nos rangs il y a des gens venant de tous les horizons : syndicalistes, militants politiques, compatriotes révoltés sans appartenance. Nos revendications sont diverses : Non à la dictature qui se cache derrière l'obligation vaccinale et le pass sanitaire ! Non à la vie chère ! Non au mépris de notre jeunesse ! Non aux discriminations ! Non au génocide par substitution ! Non à la domination et à l'arrogance du pouvoir colonial ! Ce qui reste sûr, c'est que nous avons tous et toutes les mêmes intérêts et que seule une solution globale s'appuyant sur notre droit à l'autodétermination garantira le succès de notre lutte. Le pouvoir colonial n'a jamais tenu les promesses qu'il avait faites aux représentants des Martiniquais, ni après les émeutes de Décembre 1959, ni après la grande

grève de 2009, ni jamais ! (...) Notre Peuple peut être fier de l'importance de la mobilisation actuelle. Elle montre la force dont nous pouvons disposer pour affronter l'ennemi. Mais, le pouvoir colonial a une longue expérience de domination et de répression des mouvements populaires. Ses méthodes sont toujours les mêmes :

- diabolisation du mouvement par la désinformation. Des images de violences marginales sont utilisées pour discréditer le mouvement et masquer les revendications ;
- tactique du pourrissement ;
- utilisations de provocateurs payés pour commettre des « vakabondajri » impopulaires afin de manipuler l'opinion publique (d'où l'importance que les combattants et les combattantes s'organisent et discutent des règles avant chaque action "pou baré tout provokaté") ;
- répression barbare quand ils sont parvenus à diviser le peuple suffisamment.

Pour éviter les pièges de l'ennemi, notre plus grande arme, c'est la parole ! Nous devons bannir toute violence physique ou verbale contre ceux qui n'ont pas encore compris la cause ou qui ne peuvent pas se mobiliser pour de nombreuses raisons valables. (...)

Le régime français et sa domination impérialiste sont appelés à s'effondrer. Chassé par les peuples en Afrique, marginalisé par la montée en puissance de ses rivaux, il est capable de se livrer aux pires atrocités pour conserver sa domination sur notre pays. Il nous faut savoir que la lutte sera longue et difficile. Mais nous n'avons pas le droit de cesser le combat tant que l'ennemi n'aura pas reculé. Car cela signifierait que nous aurions perdu notre pays et que notre peuple verrait ses conditions de vie se dégrader davantage encore.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de retourner les coups de l'ennemi contre lui-même. Au prétexte de lutter contre la Covid-19, le pouvoir colonial, par l'intermédiaire du préfet-gouverneur, détruit le tissu économique local. Les petites entreprises et les petits commerces déclarés soi-disant "non essentiels", sont étranglés par leurs mesures, pendant qu'on peut librement s'agglutiner dans les grandes surfaces, les agences de téléphonie, les centres de vente d'automobiles et les points de vente de la "Française des jeux". Nous devons nous détourner de ces lieux où ils entassent des profits pour développer des réseaux économiques dans notre entourage (familles,

quartiers, etc.). Nous pouvons prendre des initiatives pour organiser une vie culturelle alternative, le soutien scolaire de nos enfants, la prise en charge des questions de santé par l'armée de nos infirmières et infirmiers libéraux ou "suspendus". Nous devons montrer à l'ennemi que nous sommes capables de mettre sur pied une administration parallèle pour régler nos problèmes.

Ce combat décisif que nous menons est nécessaire non seulement pour notre peuple et notre pays, mais il est aussi d'une urgence fondamentale pour toute l'humanité. Le système dominant qui règne aujourd'hui sur la planète est un système prédateur qui mène la planète et l'humanité à la destruction. Partout les peuples se battent pour le renverser et il est appelé à être éradiqué.

Par notre lutte actuelle, nous participons à la reconstruction d'un monde plus équitable, plus harmonieux, respectueux de l'environnement et de l'intérêt des générations futures. En nous organisant à la base pour définir nos revendications et pour décider de nos formes de lutte sur le terrain, nous jetons les bases d'une véritable démocratie directe qui garantira que nous serons toujours réellement les maîtres de notre destinée. » ★

Kanaky : un référendum sans légitimité

Les forces indépendantistes kanak, dans l'unité, ont appelé le peuple kanak à ne pas participer au référendum du 12 décembre. Cet appel sera suivi. Les bureaux de vote seront ouverts, la consigne est de ne pas empêcher la tenue de cette mascarade cynique, laissant la puissance coloniale et ceux qui veulent « rester français » en excluant le principal concerné, le peuple kanak, s'auto convaincre de leur force et de leur « droit ».

Cette obstination à nier l'évidence, à savoir que le peuple kanak veut l'indépendance, qu'il l'a notamment démontré par sa participation massive au précédent référendum, en votant pour le « oui » à l'indépendance, ne peut que renforcer sa détermination. Ceux qui pensent

que la « page de l'indépendance sera tournée » se trompent.

Il est difficile de comprendre pourquoi Macron, le gouvernement, les droites, les extrêmes droites, ont refusé de reporter ce référendum, alors que le simple bon sens, la simple prise en compte d'une exigence légitime, à savoir qu'il ne pouvait pas se tenir dans les conditions actuelles de la pandémie, qui fait des ravages en Kanaky, notamment parmi les Kanak. Les responsables des forces indépendantistes, les syndicats, associations, les organisations coutumières, n'ont cessé d'expliquer les raisons de l'exigence du report. Les autorités coloniales sont restées sourdes et quasi silencieuses.

Le mépris colonial, l'arrogance, les

calculs électoraux..., il y a de cela dans cette attitude. Mais il y a aussi la peur de voir grandir le projet porté par les forces kanak et d'autres forces, d'une indépendance qui reconnaisse le droit fondamental du peuple qui vit là depuis des siècles, qui a été colonisé, réprimé, nié, marginalisé, qui s'est dressé, qui a lutté, qui s'est imposé comme interlocuteur, et qui tend la main à toutes les communautés qui vivent en Kanaky ; la peur que ce projet gagne l'adhésion de secteurs de plus en plus large de la population.

La raison, c'est aussi la crise de l'impérialisme français : sa crise économique, sociale et aujourd'hui la crise coloniale, le déclin de son hégémonie en tant que grande puissance, en Afrique notamment, mais

pas seulement, du fait de la contestation des peuples et de la concurrence avec les autres grandes puissances. La vente des sous-marins à l'Australie qui était censé démontrer la capacité de l'impérialisme français à être une puissance du Pacifique, en lien avec la Nouvelle-Calédonie, en est une illustration.

En France, le mouvement de soutien au peuple kanak s'est mobilisé autour de l'exigence du report du référendum. L'appel que nous publions et que nous avons signé, s'inscrit dans ce travail de solidarité. La question de l'indépendance de la Kanaky qu'elle sous-tend commence à être posée ici. Elle doit l'être encore plus fortement, plus largement, au-delà du 12 décembre. ★

Appel

Solidarité avec le peuple kanak : Report du référendum du 12 décembre !

Le gouvernement français affirme maintenir au 12 décembre 2021 la consultation référendaire portant sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Cela en dépit des appels de l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives représentant le peuple kanak, à reporter cette consultation à l'automne 2022, ainsi que de leur annonce d'une non-participation au cas où ce troisième référendum serait maintenu en décembre 2021 ; en dépit également des appels d'organisations de la région océanienne et française témoignant de leur soutien au report. L'épidémie du Covid frappe durement ce territoire depuis le 6 septembre, les actuels indicateurs restent fragiles et toute réelle campagne politique est rendue impossible. Ce ne sont pas des calculs liés au calendrier électoral hexagonal qui peuvent prendre le dessus sur la prise en compte de la situation du pays. La volonté d'imposer le vote le 12 décembre représente un geste irrespectueux à l'égard du peuple kanak et des autres populations océaniques, alors même que la majorité des décès liés au Covid les concerne. Dans un contexte particulièrement difficile qui empêche le travail du deuil et les coutumes qui l'accompagnent, essentielles en monde océanien, il serait incongru de prétendre organiser des meetings ou toute autre opération de campagne. Celle-ci ne peut être envisagée et la seule option raisonnable impose de repousser l'échéance pour donner du temps au temps et offrir



des conditions plus sereines et apaisées. À l'inverse, céder à la précipitation et à la brutalité pour imposer un calendrier voulu par les seuls partisans de la Nouvelle-Calédonie dans la France serait une grave erreur. Car l'avenir du pays exige une campagne exemplaire d'équité et un résultat incontesté. En 2019, le Premier ministre, Édouard Philippe, avait proposé une consultation à l'automne 2022. Passer outre l'exigence d'un report de la consultation, c'est disqualifier celle-ci, cela aux échelles locale, natio-

nale et internationale. C'est prendre la responsabilité d'une rupture avec les efforts des trente dernières années pour assurer un processus inédit de décolonisation. Et, à l'inverse de l'apaisement souhaitable, c'est prendre le risque d'alimenter ressentiment et colère, et faire obstacle à la recherche d'une solution politique satisfaisante. Comment imaginer une consultation référendaire privée de la participation du peuple premier ? Comment accepter l'idée que pourrait être imposé un projet d'avenir pour la Kanaky Nouvelle-Calédonie sans les Kanak ? Il n'est pas trop tard pour éviter de s'engager dans une impasse et pour réengager le dialogue entre les diverses forces sociales et politiques concernées.

Pour signer : solidarite-kanaky@lists.riseup.net
Appel à l'initiative • du Mouvement des jeunes Kanak en France (MJKF), • de l'Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK) • et du Collectif Solidarité Kanaky : MJKF, USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités en France), Union syndicale Solidaires, CNT (Confédération Nationale du Travail), STC (Syndicatu di Travagliadori Corsi), Association Survie, Ensemble!, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PIR (Parti des Indigènes de la République), PCOF (Parti Communiste des Ouvriers de France), Union Communiste Libertaire, PEPS (Pour une Ecologie Populaire et Sociale), Ni guerre ni État de guerre, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires), UP (Union Pacifiste). Et de plus de 180 signataires.

Guyane

Une situation tendue

Après 32 semaines de couvre-feu et 17 semaines de confinement, la Guyane sort lentement de la crise du Covid-19 qui a gravement impacté ce territoire au cours de l'année 2020-2021. Devant l'amélioration sanitaire, les autorités préfectorales ont levé, le 21 novembre, les couvre-feux encore en vigueur dans certaines régions et villes depuis avril 2021. Il n'en reste pas moins que la vaccination ne dépasse toujours pas les 35 %, l'isolement de certaines zones et l'absence de personnel médical qualifié ne permettant pas aux populations d'avoir accès aux vaccins.

Si globalement la couverture vaccinale des professionnels de santé est de 87 %, elle est très inégale en fonction des établissements. C'est dans les centres hospitaliers que la résistance à la vaccination est la plus forte, là où les personnels ont été en première ligne lors de l'explosion des contaminations en 2020 et là où les moyens humains et matériels sont particulièrement dégradés. À l'instar de leurs collègues de Martinique et de Guadeloupe, le personnel soignant s'est mobilisé contre l'obligation vaccinale et les sanctions à l'encontre des personnels et des élèves infirmiers

non-vaccinés. Depuis le 14 septembre, des opérations de blocage sporadiques étaient organisées devant le CH de Kourou. Début novembre, face au refus de dialogue de la direction de l'hôpital et de l'ARS, le syndicat UTG a menacé de durcir le mouvement en mettant en place un « filtre à l'entrée de l'hôpital tout en assurant la continuité des soins ». La réponse ne s'est pas fait attendre : levée immédiate des filtres et barrages sous peine d'une astreinte de 500 euros par jour. Des lettres de suspension ont commencé à tomber début novembre. Ainsi, les 25 étudiants suspendus «

pour non-conformité à l'obligation vaccinale » ne pourront ni poursuivre leur formation, ni entamer de stage, ni même se présenter aux examens. Une obligation qui concerne également les taxis qui transportent des malades et qui devaient présenter un justificatif de vaccination avant le 15 novembre s'ils ne voulaient pas se voir déconventionnés à partir du 1er décembre. Des sanctions qui n'ont fait qu'alimenter la colère et l'incompréhension des professionnels de santé alors qu'en Martinique et Guadeloupe, face à la mobilisation populaire, le gouvernement tempore. ★

La relance des ventes d'armes, c'est maintenant !

La visite de Macron aux dirigeants des Emirats arabes unis, du Qatar et d'Arabie saoudite s'accompagne d'annonces de ventes d'armes à plusieurs milliards d'euros. Elle intervient au moment où de nouvelles révélations ont été faites par les journalistes de Disclose, le site qui a déjà documenté la vente de canons et d'armes françaises à la monarchie d'Arabie saoudite qui les utilise contre les opposants houthis et les populations civiles au Yémen. Cette fois, c'est la collaboration militaire et le soutien sans faille au régime égyptien, le deuxième client des marchands d'armes françaises derrière l'Arabie saoudite, qui sont mis en lumière. Il s'agit notamment de renseignements aériens fournis par les services de renseignement militaire français à l'armée égyptienne qui bombardera des colonnes de véhicules, au faux prétexte qu'il s'agissait de « terroristes ». Une information de 2015, qui remontera au chef de l'Etat de l'époque, F. Hollande, et qui sera couverte par le « secret défense » jusqu'aujourd'hui. Le haut état-major enquête pour connaître le(s) responsable(s) des « fuites », base de travail de Disclose. Plusieurs articles documentés (1) paraissent actuellement sur l'ampleur

des relations tissées par les dirigeants politiques et militaires français avec des régimes réactionnaires, considérés comme des alliés stratégiques dans « la lutte contre le terrorisme ». Cet « argument » sert de prétexte aux opérations militaires dont les principales victimes sont les populations civiles et au renforcement de la coopération avec les régimes réactionnaires du Golfe, qui ont mis leurs moyens en œuvre pour combattre et liquider les soulèvements populaires des peuples arabes, qui menaçaient leur pouvoir. Ces régimes achètent leur « sécurité » en se liant aux grandes puissances auxquelles ils achètent des armes à profusion.

Le « cas » Rafale

En 2014, le Rafale de Dassault n'avait pas trouvé d'acheteur à l'international. Un rapport parlementaire chiffré à l'époque le coût de fabrication de cet avion qui représenterait aujourd'hui 43,5 milliards d'euros ! C'est Al Sissi qui a été le premier acheteur du Rafale, en 2015. Il a pris le pouvoir en 2013, en tuant un millier de personnes et en faisant des milliers de blessés, au Caire, lors d'une manifestation de soutien au

président élu, Morsi. Dès 2014, il passe commande de bâtiments navals et c'est en 2015 (sous Hollande-Le Drian) qu'il va commander les premiers Rafale (24), lançant ainsi les exportations tant attendues par Dassault et l'Etat. C'est avec l'argent de l'Arabie saoudite qu'il achètera en même temps deux porte-hélicoptères, commandés et payés par la Russie, mais bloqués à leur livraison. C'est cette même somme, à peu de chose près, qui sera versée par la France à la Russie, en dédommagement.

Dans la foulée, le Qatar en a acheté 36. L'Egypte en a commandé 30 en 2021, avec la particularité que ce sont les banques et l'Etat français qui apportent leur caution à hauteur de 80 % aux prêts contractés par l'Egypte (2).

L'axe Paris-Le Caire est présenté comme un axe stratégique par les différents gouvernements, dans la lutte contre le terrorisme et contre l'immigration. Toute autre considération, comme le respect des « droits de l'homme », la condamnation des tortures, de la surveillance de masse, avec des équipements made in France... passent par pertes et profits.

Même traitement pour le Qatar (Doha), salué pour sa contribution

dans l'exfiltration des Afghans qui ont collaboré avec la France et qui risquent gros depuis le retour de Talibans. Silence sur les traitements inhumains des ouvriers qui travaillent sur le chantier de la coupe du monde de football. Même traitement pour les Etats arabes unis, qui ont annoncé à Dubaï, lors du voyage de Macron, l'achat de 80 Rafale. Même chose pour les dirigeants saoudiens, dont le sinistre « MBS », qui a ordonné l'assassinat du journaliste Khashoggi. Aux questions et aux critiques faites sur cette politique réactionnaire, la réponse de l'Elysée est sans nuance : « on va continuer comme on a toujours fait ».

La continuité de cette politique, quel que soit le président, montre qu'elle s'inscrit dans le système même, celui de l'impérialisme français, dont le complexe militaro-industriel, la militarisation de l'économie et de la société et les ventes d'armes sont des piliers. ★

(1) Notamment dans Le Monde (du 24 novembre) et dans Le Monde diplomatique de décembre « Armes françaises pour dictature modèle ».

(2) L'Inde en a acheté 36 en 2016, la Grèce 18 en 2020 et la Croatie 12 en 2021.

Allemagne

Une coalition au service du grand patronat

Après deux mois de discussion, les responsables du SPD, du parti des Verts (Grünen) et du parti libéral (FPD) ont présenté un document de plus de 170 pages détaillant le programme de gouvernement de la « coalition pour le progrès ». La désignation d'Olaf Scholz, du SPD, ancien vice-chancelier de la coalition sortante - CDU-CSU-SPD dirigée par Merkel - n'est plus qu'une formalité. La répartition des portefeuilles ministériels et les contours des ministères attribués sont à l'image des résultats obtenus par chacune des trois formations aux dernières législatives : les Grünen obtiennent un grand ministère de l'économie, de l'énergie et du climat, celui de l'environnement, de l'agriculture et celui des affaires étrangères. Le FPD a celui des finances, stratégique, et celui de la justice. Le SPD a celui de l'intérieur, de la défense et de la santé. Comme l'avaient souligné les camarades de l'**Organisation pour la construction du parti communiste des travailleurs d'Allemagne** (www.arbeit-zukunft.de), les thèmes marquants de la campagne et les résultats des élections au Parlement ont montré la profonde aspiration à des change-

ments radicaux parmi les travailleurs, les masses populaires et la jeunesse, que tous les partis ont dû prendre en compte. Mais ce sont les injonctions du patronat à des « changements », pour sortir l'économie de la crise et pour entreprendre les grandes transformations nécessaires pour assurer la « transition énergétique » qui sont au cœur du programme.

La question centrale : celle de l'énergie

L'objectif affiché est, pour le moins, ambitieux : la sortie anticipée de l'exploitation du charbon et de la lignite (qui assurent 25 % de la production d'électricité et qui sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique), abandonner complètement la filière nucléaire (12 % de la production actuelle d'électricité) et atteindre 80 % d'énergie renouvelable d'ici 2030 (50 % actuellement). En même temps, la production d'électricité devrait atteindre entre 680 et 750 térawattheures en 2030, soit une augmentation de 30 % ! Sont prévus, la construction de nouvelles centrales électriques au gaz,

1000 nouvelles éoliennes par an, des panneaux photovoltaïques sur tous les toits disponibles et le développement de l'hydrogène, à travers des partenariats européens notamment. D'où l'importance des livraisons de gaz venant de Russie via le gazoduc Nord Stream 2, dont les travaux sont terminés (1).

Ces objectifs de conversion énergétique devraient être atteints grâce aux investissements privés : le ministre des finances, gardien du temple de la politique du déficit public limité à 0,35 % du PIB, parle de « déchaîner l'investissement privé », fortement aidé par l'Etat et les Länder.

La mutation de l'industrie automobile allemande vers le « tout électrique » est l'autre volet de la « transition écologique ». Les monopoles automobiles, déjà en difficulté du fait de la crise de surproduction de voitures à moteur thermique, se sont tous lancés dans la conception et la production de voitures électriques. Cette transformation se traduit par de vastes plans de restructuration, de concentration et des plans de suppressions d'emplois. Volkswagen parle de 30 000 suppressions de postes dans ses usines. Les équipementiers, comme Bosch, sont dans la même logique.

Les camarades d'Allemagne avaient

dit : « les illusions vont tomber rapidement », car ce sont les travailleurs, les jeunes, les milieux populaires qui vont payer le prix de ces grandes mutations. La question des salaires revient en force, car ils ont non seulement baissé, mais l'augmentation des prix des produits de consommation appauvrit les masses travailleuses et les masses populaires. Les 700 000 travailleurs et travailleuses des entreprises de nettoyage, « les invisibles », exigent des augmentations de salaires, tout comme ceux de l'automobile, qui sont aussi touchés par les vagues de suppressions de postes de travail. Dans ce contexte, le « dialogue social », avec un patronat à l'offensive et une coalition qui n'a que ce mot à la bouche, est de plus en plus remis en cause par les secteurs combatifs des travailleurs. ★

(1) Gazprom, qui livre le gaz, est associé à cinq autres opérateurs européens, dont Engie et Shell. Les USA ont levé leur veto à la construction de ce gazoduc et l'augmentation actuelle du prix du gaz, dont profite Gazprom, incite les dirigeants allemands à demander des livraisons rapides et en grande quantité, en ce début d'hiver.

Menaces dans la « Corne de l'Afrique »

La Corne de l'Afrique est profondément déstabilisée. La guerre intérieure en Éthiopie et la confrontation entre le mouvement populaire et le régime militaire au Soudan provoquent notamment des déplacements de milliers de personnes fuyant les combats. Les grandes puissances impérialistes s'activent dans cette région clé de l'Afrique : USA, puissances impérialistes d'Europe, Chine, Russie, s'affrontent par régimes interposés. Les puissances régionales, en premier lieu l'Égypte, l'Arabie saoudite, les monarchies pétrolières du Golfe, mais aussi Israël, veulent étendre leur influence. Toutes redoutent la contagion de la mobilisation populaire au Soudan qui ne faiblit pas, malgré la répression féroce.

Le contrôle des eaux du Nil est un enjeu majeur pour les nombreux États qu'il traverse. Il est devenu un motif de tensions supplémentaires. Nous faisons un tour d'horizon succinct de cette région qui n'échappe pas aux grandes manœuvres des impérialistes, mais où les peuples luttent pour le droit à décider de leur avenir.

Soudan : Madania, le pouvoir aux civils !

Ce slogan retentit à chaque mobilisation, il est repris dans les tracts, les inscriptions sur les murs, dans toutes les villes du pays. Ces formes de communication sont venues rapidement remplacer les réseaux sociaux, coupés par la junte militaire. Les slogans du grand mouvement populaire de 2019, qui a fait tomber le régime militaro-islamiste de Al-Bachir, sont repris dans les « marches du million » qui se poursuivent depuis le coup de force des militaires, du 25 octobre. Le général, Abdel Fattah Al-Burhan, un ancien du régime de Bachir, a fait arrêter les ministres civils du gouvernement de la transition et fait tirer sur les manifestants qui sont descendus dans les rues de toutes les villes. Les structures d'organisation, qui avaient mobilisé en 2019, se sont reconstituées, par quartiers, par villes, et se sont coordonnées, de façon à faire sortir des dizaines de milliers de manifestants, le même jour, à la même heure, sur les mêmes revendications, comme ce fut encore le cas le 25 novembre dernier. Des nouveaux slogans sont apparus, comme « pas de négociation, pas de partenariat, pas de concessions », en réponse aux manœuvres du régime qui ne vient pas à bout de la résistance, malgré les milices armées de Hemetti, les janjaweds reconverties en « force de soutien rapide », la police et l'armée. Burhan a tenté une manœuvre en libérant le premier ministre, Hamdok qu'il avait fait

arrêter et en le remettant en selle. Il a également libéré certains opposants mais, en même temps, il accentue la répression contre les secteurs les plus déterminés.

Le régime militaire joue trois cartes : celle du « pourrissement » du mouvement qui est resté jusque-là « pacifique ». C'est dans ce cadre que se situe la manœuvre Hamdok. Il s'appuie aussi sur les soutiens internationaux : celui du régime militaire égyptien de Sissi, des États du Golfe, qui n'ont jamais accepté que le peuple puisse faire tomber un régime militaire islamiste, Israël qui travaille à gagner des régimes qui se revendiquent de l'Islam, de la Russie, qui y voit une opportunité pour étendre son influence et vendre des armes... sans oublier les puissances occidentales qui, par delà les appels au retour des civils, comptent sur le régime pour contrôler l'immigration vers l'Europe. Une troisième carte est celle de l'exacerbation du nationalisme, en désignant les réfugiés venant d'Éthiopie comme un facteur de trouble, notamment dans la région fertile de Al-Fashaga, occupée par le Soudan au moment de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Des affrontements militaires entre l'Éthiopie et le Soudan ont eu lieu fin novembre. Parallèlement, les milices janjaweds continuent à attaquer les populations du Darfour, un politique de terreur et de division qui a été soutenue par le régime de Al-Bachir. Samedi 27, à la République, à Paris, ainsi que dans plusieurs villes en France, des rassemblements ont eu lieu, en soutien au mouvement populaire soudanais, qui se bat contre le coup d'État militaire, pour « la liberté, la paix, la justice et la révolution ».

Éthiopie : le régime doit cesser sa sale guerre contre le peuple tigréen

C'est une guerre fratricide, menée par Abiy Ahmed, qui a eu le prix Nobel de la paix, en 2019, pour avoir mis fin à la guerre avec l'Érythrée. Il a été encensé pour ses choix en faveur d'une économie néolibérale, largement ouverte aux investisseurs et qui affichait des taux de croissance de plus de 8 %. Le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avec 120 millions d'habitants, est en proie à une guerre qui met en péril son unité nationale et territoriale. Composée de multiples nationalités (80), la République fédérale démocratique d'Éthiopie, est un État fédéral, proclamé en 1994. Le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) a joué un rôle essentiel dans le renversement du régime militaire du DERG, soutenu par l'URSS, en



1991. C'est aussi la force militaire la plus aguerrie, la mieux armée et la mieux encadrée du pays. Si Meles Zenawi, le premier dirigeant de l'Éthiopie était issu de ses rangs, le TPLF a été écarté du pouvoir en 2018. Abiy Ahmed, partisan d'un pouvoir central fort, a voulu combattre ce qu'il appelle le « sécessionnisme » du TPLF, croyant pouvoir le vaincre rapidement militairement. Le 4 octobre, il lance une opération militaire, bombardant et bloquant Mekele, la capitale de la région tigréenne. Très vite, l'armée fédérale, renforcée par des forces armées d'autres régions, est mise en grande difficulté. Le TPLF, qui a eu le soutien d'autres groupes armés, s'est rapproché de la capitale Addis-Abeba.

Abiy Ahmed est de plus en décrit comme un dirigeant autoritaire, qui n'hésite pas à attiser les querelles entre nationalités, en ciblant les Tigréens, présentés comme des « traîtres », des « espions »... et cela, dans la capitale où vivent un grand nombre de communautés, notamment des Tigréens. Il favorise certaines communautés, notamment les Amharas. Une victoire militaire est quasi impossible : le TPLF ne peut pas « libérer » la capitale et ses responsables se déclarent en faveur d'une négociation politique. Les frontières de l'Érythrée au Nord et celles du Soudan, à l'ouest, sont fermées, la « ligne de front » avec les autres provinces de l'Éthiopie s'étend sur des centaines de kilomètres. Côté armée gouvernementale, elle n'est pas en mesure de vaincre celle du TPLF. Mais cette situation peut dégénérer en massacres de populations. La responsabilité d'Abiy est grande ; celle des gouvernements des grandes puissances qui l'appuient aussi. On retrouve dans cette liste pratiquement les mêmes gouvernements que ceux qui soutiennent la junte au Soudan, et si les appels à l'arrêt de la guerre ne manquent pas, le « pragmatisme » des affaires continue à l'emporter. Les responsables étasuniens, qui ont soutenu activement Abiy, ont commencé à demander à leurs ressortissants vivant en Éthiopie de quitter le pays, précisant qu'il n'y

aurait pas de « pont aérien », comme... en Afghanistan ! L'UE, qui est un important partenaire financier, a également « pris ses distances » et le gouvernement français, qui « avait de bonnes relations avec Abiy », a suspendu sa coopération militaire.

Mais en coulisse, on se dit que ce jeune dirigeant « charismatique et moderne » – entendez par là, partisan du néolibéralisme – est incontournable et qu'il est le « moindre mal », même s'il attise les tensions intercommunautaires.

On est loin du projet d'unité nationale que les forces révolutionnaires avaient mises en avant quand elles luttèrent ensemble pour se débarrasser du régime autoritaire du Derg.

L'enjeu du contrôle du Nil

C'est Meles Zenawi qui a posé la première pierre du « grand barrage de la renaissance » en 1991, sur le Nil Bleu. Ce très grand projet a immédiatement provoqué la colère de l'Égypte et du Soudan qui contrôlaient jusqu'alors l'essentiel des eaux du Nil. Il faut dire que l'Égypte dépend pour 97 % du fleuve pour ses besoins en eau et 95 % de sa population vit sur ces rives. Les États en amont n'avaient accès qu'à une part minime de cette ressource.

Le premier objectif annoncé de ce qui est en passe de devenir le plus grand barrage d'Afrique, c'est la production d'énergie électrique. Elle devrait être de l'ordre de 6450 MW (l'EPR de Flamanville devrait en fournir 1650). Elle couvrirait largement les besoins de l'Éthiopie, et ses dirigeants s'étaient engagés à livrer de l'électricité à leurs voisins « à prix coûtant ». Un des motifs de tension est la durée de remplissage de ce barrage. Trop rapide (3 ans), il priverait l'Égypte et le Soudan de très grandes quantités d'eau, menaçant les cultures et les populations. C'est devenu un enjeu dans « la guerre de l'eau » régulièrement évoquée entre les gouvernements de ces États en compétition permanente. ★

Chine

Un plénum à la gloire de Xi Jinping et qui conforte son pouvoir

La Chine est actuellement l'objet d'attaques permanentes de la part des USA en particulier, des puissances occidentales en général. Depuis le début de la pandémie, quand Trump parlait de « virus chinois », elles vont crescendo ; il ne se passe pas un jour sans que télé, journaux et radios ne crachent leur haine antichinoise qui, bien souvent, ne fait pas la différence entre les dirigeants, le régime et les peuples de Chine, le tout fortement teinté d'anticommunisme.

Ces attaques s'inscrivent en réalité dans la rivalité exacerbée que se livrent les deux grandes puissances économiques et militaires mondiales. Les USA sont aujourd'hui menacés dans leur hégémonie par la puissance montante de la Chine.

Mais est-ce parce que la Chine est attaquée par le « grand Satan », que nous devons la défendre ?

Dans notre document « Pour une rupture révolutionnaire avec le système », nous consacrons tout un passage (pages 24 à 31) à « la montée en puissance de la Chine, ses forces et ses faiblesses ». Et nous commençons avec cette affirmation : « Le développement du capitalisme en Chine s'est fait dans le cadre d'un système politique qui usurpe le qualificatif de socialisme. » Les pages qui suivent apportent des éléments concrets sur le développement de la politique capitaliste et impérialiste de la Chine. Mais, et y compris dans ce texte, nous faisons toujours la différence entre la classe ouvrière et les peuples de Chine, d'une part, et les dirigeants et partisans du régime capitaliste-impérialiste chinois, de l'autre. Nous dénonçons et dénoncerons toujours les discours qui visent à nous dresser contre la Chine, à nous entraîner dans une campagne nationaliste hai-

neuse à l'encontre du peuple chinois dans le but de nous gagner à la défense des intérêts du camp des puissances impérialistes occidentales. De même, les critères marxistes-léninistes qui nous guident font que « dans les conflits et les guerres qui opposent des puissances impérialistes, nous ne pouvons pas nous ranger derrière l'une pour combattre le ou les autres ».

Le dernier plénum du Comité Central du Parti Communiste Chinois (PCC) qui s'est tenu du 8 au 11 novembre dernier mérite que l'on revienne sur ce qui se passe dans ce pays et notamment sur le rôle prééminent de son dirigeant Xi Jinping.

Rappelons tout d'abord que, depuis son accession au poste de secrétaire général du PCC en 2012, il y a donc près de dix ans maintenant, puis de président de la République populaire l'année suivante, il n'a cessé de centraliser le pouvoir entre ses mains. En mars 2018, par un « coup d'Etat constitutionnel », Xi Jinping et ses partisans imposent de multiples amendements à la Constitution, dont la fin de la limite des deux mandats pour le président, règle qu'avait fixée son prédécesseur Deng Xiaoping en 82.

Secrétaire général du parti, président de la république, il est également Président de la commission militaire centrale. Non seulement il a garanti sa succession à la tête du pays dans la perspective du prochain congrès, le XXIe, qui doit avoir lieu à l'automne prochain, mais il a fait adopter à ce plénum un document qui consacre sa ligne et glorifie son pouvoir. En effet, les 348 membres (197 titulaires et 151 suppléants) du sixième plénum du comité central du PCC, le dernier avant le congrès, ont approuvé, jeudi 11 novembre, une résolution « sur les

succès majeurs et le bilan historique des cent années de lutte du parti ». Le texte du communiqué publié par l'agence Chine nouvelle affirme que le PCC a écrit « l'épopée la plus magnifique de l'histoire de la nation chinoise sur des millénaires », grâce en partie, en tout cas pour ces dix dernières années, à la « pensée » de Xi Jinping, pensée inscrite dans la loi fondamentale, à l'instar de celle de Mao Tsé Toung.

Durant un siècle d'existence, le PCC n'a adopté que deux résolutions sur son histoire. A chaque fois, ces résolutions ont marqué l'ouverture d'une nouvelle page politique. La première, en 1945, avait renforcé l'autorité de Mao Zedong quatre ans avant l'arrivée au pouvoir des communistes (1). La deuxième, en 1981, avait donné à Deng Xiaoping, au moment où il lançait les réformes économiques pour développer le capitalisme, l'occasion de tourner la page du maoïsme. En faisant adopter un troisième texte, Xi Jinping met ses pas dans ceux de ses deux illustres prédécesseurs.

Alors que Deng Xiaoping évaluait les succès de Mao à 70 % et critiquait ses erreurs de droite et de gauche, Xi Jinping, critique, quant à lui, les erreurs de Deng qui serait allé trop loin dans le développement du secteur privé. Depuis 2020 en effet, Xi Jinping a décidé d'accélérer le rythme des réformes selon deux grandes directions : « la circulation duale », qui vise à rendre la Chine économiquement moins dépendante de l'étranger, notamment des Etats-Unis, et la « prospérité commune », dont l'objectif est de réduire les inégalités sociales en exigeant des plus riches – qu'il s'agisse des entreprises ou des individus – qu'ils redistribuent une partie de leur fortune. Ce dernier a fixé à la République populaire de

Chine un objectif pour 2049 : cent ans après sa naissance, le pays doit être « au premier rang du monde en termes de puissance globale et de rayonnement international ». Le but est clair : devenir la première puissance mondiale, devant les USA !

La résolution de ce plénum stipule encore que, depuis son arrivée au pouvoir en 2012, « le socialisme à la chinoise est entré dans une nouvelle ère », et que la « pensée » de Xi « est la quintessence de la culture et de l'âme chinoises ». La présence de Xi Jinping au « cœur » du parti au pouvoir « est d'une importance décisive (...) pour promouvoir le processus historique du grand renouveau de la nation chinoise ». Selon le compte rendu des médias officiels chinois : « la pensée de Xi Jinping (...) est la quintessence de la culture et de l'âme chinoises et a réalisé un nouveau saut dans la sinisation du marxisme » (Sic)!

Le journaliste François Bougon (3) écrit avec pertinence dans l'édition du 11 novembre de Médiapart : « Le récit national que Xi Jinping impose s'inscrit dans la tradition impériale chinoise de l'histoire officielle qui permettait notamment à une nouvelle dynastie de justifier sa légitimité face à celle qu'elle venait de remplacer ». Le 6e plénum du CC du PCC a donc sacré son nouvel empereur, Xi Jinping! ★

(1) 1949 : proclamation de la République Populaire de Chine.

(2) Le centenaire du PCC, né en 1919, a été célébré en grande pompe en 2019 ; celui de la RPC, née en 1949 sera célébré en 2049.

(3) F. Bougon est journaliste spécialiste des questions internationales et bon connaisseur de la Chine où il a été correspondant pendant 5 ans.

Elections présidentielles au Chili

Montée de l'extrême droite sur fond de contestation sociale

Le 21 novembre avait lieu le premier tour des élections présidentielles au Chili. Sept candidats étaient en lice pour succéder au président conservateur Piñera. Un scrutin serré qui a vu le candidat d'extrême droite José Antonio Kast arriver en tête avec 28 % des suffrages exprimés devant le candidat de gauche issu du grand mouvement populaire de 2019 contre les mesures néolibérales antipopulaires du président Piñera, Gabriel Boric, qui n'a recueilli que 26 %. Le mouvement populaire avait contraint le président à organiser, en octobre 2020, un référendum pour un changement consti-

tutionnel. A une écrasante majorité (78 %), le peuple chilien s'était prononcé pour une nouvelle constitution qui mette fin à celle imposée par Pinochet, qui gravait dans le marbre les bases néolibérales du pays. Vote confirmé en mai avec l'élection à l'Assemblée constituante d'une majorité de députés de gauche et du centre.

Mais si les exigences sont toujours là, la pandémie de Covid-19 est venue aggraver la situation économique et sociale qui avait conduit à l'explosion de 2019 : des milliers de morts dus à la privatisation du système de santé, une explosion du chômage, une

absence totale d'aides pour faire face aux conséquences de la pandémie, une inflation de 6 % et un appauvrissement généralisé de la population qui a conduit le gouvernement à autoriser à trois reprises en quinze mois les Chiliens à puiser dans leur épargne retraite pour pouvoir survivre. Ces derniers mois ont été marqués par une radicalisation d'une frange de la jeunesse qui n'entend pas se laisser voler son avenir et par la montée en puissance du mouvement indigène qui refuse de se laisser déposséder de ses terres.

Face à cette montée de la contestation sociale, la bourgeoisie chilienne

a préféré miser sur le candidat le mieux à même selon elle de « rétablir l'ordre » et de défendre ses intérêts. Hier Pinochet, aujourd'hui Kast, ce candidat d'extrême droite, qui a clairement exprimé ses affinités avec la dictature et son admiration pour Pinochet. Le peuple chilien, qui s'est débarrassé de Pinochet et imposé une Assemblée constituante pour en finir avec la constitution de la dictature, ne va pas accepter le retour de l'extrême droite : de nouvelles confrontations s'annoncent qui devront pouvoir compter sur la solidarité des peuples et des forces progressistes et révolutionnaires. ★

Rassemblement réussi pour la libération des enfants palestiniens prisonniers en Israël

Le samedi 27 novembre, le collectif de la Campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers d'Israël organisait un rassemblement autour de sa pétition adressée au gouvernement français. A ce jour, ce sont près de 30 000 qui ont été collectées.

Place de la République à Paris ce sont quelque 150 personnes qui ont fait vivre ce rassemblement avec énergie et montré leur détermination à soutenir le peuple palestinien et à exiger la libération des enfants emprisonnés. Autour des barnums, malgré le froid et la pluie, les passants pouvaient s'informer et signer la pétition, suivre les interventions de la Campagne (1) et le message du responsable de la section de Palestine de l'Association de défense des enfants (DCI-P), et les animations préparées par le collectif et différents artistes : les silhouettes d'enfants anonymes aux couleurs palestiniennes conçues par le plasticien Nasser Soumi que les jeunes de l'UJR ont distribuées et brandies ; la très belle fresque en solidarité avec les enfants prisonniers palestiniens réalisé par le graffeur Itvan de Black Lines et qu'il est venu présenter et la troupe Palestine qui a fait une démonstration de dabké, une danse traditionnelle palestinienne. Notre parti avait mis à disposition du rassemblement sa logistique et mobilisé ses militants pour assurer le succès de cette initiative.

Le même jour, à Strasbourg, le Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, membre du collectif, organisait à l'entrée d'un centre commercial fréquenté pour les courses de Noël, une action de soutien à la campagne et de boycott de l'assureur Axa qui gère des fonds en lien avec l'occupation israélienne. Autour de visuels expliquant la situation des enfants, ils ont pu informer de nombreux passants de la politique de terreur menée par Israël et faire signer la pétition.

Une active campagne de terrain

Sur la place de la République, ont été rappelés lors des interventions l'historique de la campagne et son importance concrète. L'idée lancée lors d'un débat à la fête de l'Huma 2017 regroupant Femmes Egalité, l'Association France Palestine Solidarité, Forum Palestine Citoyenneté et les Femmes en noir de Strasbourg, s'est concrétisée en 2018 par un appel de la coordination des associations palestiniennes d'Ile-de-France soutenu par plus de 120 personnalités et associations, syndicats et organisations politiques, dont notre Parti, pour exiger la libération immédiate des enfants emprisonnés. Une pétition à l'adresse du président de la

République a servi d'outil à cette campagne. Une campagne de terrain menée ensemble par les différentes forces engagées activement dans la campagne (2), sur les marchés, dans les quartiers populaires, lors d'événements politiques et militants ou de rassemblements à son initiative comme celui d'avril 2019 place Saint-Michel.

Plusieurs initiatives d'ampleur nationale ont également été prises par la Campagne telles la tournée du jeune palestinien Nadeem, emprisonné à trois reprises lorsqu'il était mineur, accompagné de Radi Darwich, avocat intervenant pour Addameer, l'association de défense des droits des prisonniers palestiniens, ou le webinaire organisé en avril 2021 à l'occasion de la journée internationale des prisonniers politiques, visionné par plus de 2000 personnes. Ce webinaire a donné la parole au père d'un enfant actuellement emprisonné et aux associations Addameer et DCI-P, deux organisations que l'occupant israélien vient de déclarer illégales.

La question des enfants prisonniers, un thème fédérateur

Le succès du rassemblement est venu confirmer l'importance de cette campagne pour sensibiliser largement

l'opinion sur les crimes de l'occupant israélien et fédérer l'ensemble des forces de solidarité avec le peuple palestinien. Les organisations palestiniennes qui luttent sur place insistent sur l'importance de cette campagne car c'est un sujet où Israël est vulnérable et qui peut lui faire perdre ses soutiens internationaux. En témoigne le harcèlement policier et juridique imposé, entre autres, à ces deux associations qui collaborent à la campagne, Addameer et DCI-P. La pétition et ses 30 000 signatures est une étape. L'exigence de libération des enfants palestiniens prisonniers, elle, reste à l'ordre du jour. ★

(1) Interventions de Ana Azaria, présidente de Femmes Egalité, de Christine Boutleux, représentante de l'Association France Palestine Solidarité et de Lana Sadeq du Forum Palestine Citoyenneté.

(2) Les organisations palestiniennes Forum Palestine Citoyenneté et l'Association des Palestiniens en Ile-de-France, Femmes Egalité, l'Association France Palestine Solidarité au niveau national et les groupes locaux de Paris Sud et 6e-14e, le Mrap, le Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes, et notre parti qui a fait signer la pétition dans toutes les villes où il est présent.

Suite de la p. 16 L'affaiblissement de Kaboré et la montée du mouvement populaire au Burkina Faso

●●● de l'ODJ rappelle dans un communiqué : « Affamé depuis plusieurs jours et faisant face aux attaques terroristes, ce détachement a lancé plusieurs appels au secours et au renfort, mais le gouvernement et les chefs militaires sont restés sourds et inactifs jusqu'à ce que l'attaque meurtrière du 14 novembre 2021 décime le dit détachement : 53 morts dont 49 gendarmes et 4 civils selon les sources officielles ». La liste ne s'est pas arrêtée là, comme le mentionne le communiqué de la Coalition syndicale qui cite l'attaque du poste de police frontalier de Nadiagou dans la région de l'Est, le 18 novembre 2021, l'attaque de Foubé dans la région du Centre-Nord, le 22 novembre 2021, et « les récentes et persistantes incursions des groupes armés dans les alentours de Ouahigouya, Tougan, Dédougou, Orodara, Banfora, Loropeni, Nadiagou, Fada, Dori, Kaya ». Au total, le sinistre bilan de cette crise sécuritaire se chiffre déjà à plus de 2 000 morts et à plus d'1,5 million de déplacés. La solidarité avec ces victimes du terrorisme est coordonnée par l'Association burkinabè d'assistance et de secours populaire (ABASEP) et

relayée en France par l'ODJ, l'AEBF et le MBDHP (Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples). Directement mis en cause, le président Kaboré a tenté de reprendre l'initiative avec une déclaration solennelle dans la nuit du 25 novembre : promesse de veiller « plus que par le passé, sur les questions de logistique, de primes et de renforcement des capacités opérationnelles de nos forces combattantes » ; exigence de « la présence effective et active des chefs militaires sur le théâtre des opérations, aux côtés de la troupe » ; annonce d'une « opération "mains propres" pour vider tous les dossiers pendants de corruption, et éclaircir toutes les affaires qui polluent le quotidien des Burkinabè pour plus de bonne gouvernance et de démocratie ». Mais ces promesses ont peu de crédit et la réponse du pouvoir est d'abord répressive, comme le dénonce la Coalition syndicale : « Incapable d'apporter une réponse adéquate à l'aggravation de la crise sécuritaire, le gouvernement de Roch-Marc Christian Kaboré s'est plutôt attelé à une restriction des libertés démocratiques et syndicales chèrement acquises au prix du sacrifice de sueur, de larmes et de

sang des devanciers. [...] Cette restriction des libertés individuelles et collectives a atteint un point culminant ces derniers jours [...] avec les interdictions de manifestations, la coupure de la connexion internet mobile dans la nuit du samedi 20 novembre 2021 et l'arrestation de leaders syndicaux, d'organisations de la société civile (OSC) et de webactivistes dont le Trésorier de l'Union régionale de la CGT-B à Kaya... »

A Ouagadougou, la manifestation du 27 novembre, interdite, a donné lieu à de violents affrontements entre la police et des jeunes qui crient leur colère contre Roch et contre la France qui s'en inquiète fortement. Des manifestations ont également eu lieu le même jour à Dori et à Kaya.

Au-delà du blocage du convoi militaire français et des manifestations de fin novembre, c'est un mouvement de fond qui traverse tout le pays. Comme l'indique le communiqué de l'AEBF : « Face à l'approfondissement de la crise sécuritaire et sociale, des mouvements populaires se développent partout dans le pays pour dénoncer l'incapacité du pouvoir MPP et alliés à résoudre les préoccupations essentielles des masses populaires en

matière de sécurité, d'éducation, de santé, de logement et d'emploi. C'est le cas à Fada N'Gourma avec le Mouvement U Gulmu Fi, à Kaya, à Dori, à Bobo-Dioulasso, à Dédougou, à Ouahigouya, à Ouagadougou, etc. Ces mouvements prennent de plus en plus un caractère insurrectionnel et anti-impérialiste. Ils posent, quant au fond, la question d'un changement fondamental en faveur du peuple. »

C'est ce à quoi travaillent le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque et les organisations révolutionnaires burkinabè qui savent que ce changement ne passera pas par un putsch, mais par une révolution. Nous leur apportons tout notre soutien. Cela veut dire concrètement : faire connaître les mobilisations du peuple burkinabè et le travail de fond que mènent les organisations révolutionnaires ; porter avec eux l'exigence du retrait des troupes françaises, qui loin d'être une protection contre le terrorisme sont une menace pour l'indépendance du pays et un danger pour les forces révolutionnaires, démocratiques et anti-impérialistes. ★

Un convoi de l'armée française bloqué au Burkina puis au Niger

« Rentrez chez vous ! »

Le convoi militaire français de 250 hommes et de 100 véhicules était parti d'Abidjan en Côte d'Ivoire le 14 novembre. Sa destination : la base opérationnelle française de Gao, au Mali. Il n'y arrivera que 15 jours plus tard, dans la nuit du 28 au 29 novembre. Entre temps, il aura été ralenti par des manifestations à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, puis bloqué plusieurs jours Kaya, avant de devoir provisoirement rebrousser chemin vers Ouagadougou. Presqu'arrivé au but, le 27 novembre, il a encore été arrêté à Téra au Niger (près de la frontière entre le Niger et le Burkina Faso) où des jeunes ont une nouvelle fois tenté d'empêcher son passage. Au moins quatre manifestants ont été blessés à Kaya le 21 novembre. A Téra, trois manifestants ont été tués et dix-huit autres ont été blessés, dont onze graves.

« **Rentrez chez vous.** » C'est à ces cris qu'il a partout été accueilli. Les humiliations n'ont pas manqué. A Kaya, un drone, qui survolait les manifestants, bijou de haute technologie, a été abattu au lance-pierre par un adolescent de 13 ans acclamé par la foule. A Téra, c'est à coups de gourdins et de jets de pierres que les jeunes nigériens ont osé attaquer le convoi.

C'est un revers politique majeur qui écorne encore un peu plus la fable du « on est là à votre demande et pour vous protéger ». Mais c'est aussi un problème militaire. Ce convoi n'était pas un convoi exceptionnel. Il est un

élément logistique important pour l'approvisionnement des troupes françaises au Mali. D'autant plus qu'aujourd'hui, elles se dégagent du Nord Mali (Kidal, Tombouctou et Tessalit) pour se concentrer sur la zone des « trois frontières », nouvel épice du dispositif militaire français au Sahel, avec la base militaire de Gao et celle de Ménaka où est actuellement le commandement de Tabuka. Et à proximité de Niamey qui abrite une base aérienne projetée, pièce centrale du dispositif en matière de ravitaillement, de transport de troupes et surtout de renseignement et qui est également le siège du G5 Sahel.

Cette montée de la contestation contre la présence militaire française a également pour effet de fragiliser les présidents des Etats néocoloniaux sur lesquels s'appuie l'impérialisme français. En août 2020, elle a coûté son poste au président malien Ibrahim Boubacar Keïta, celui-là même qui, en janvier 2013, avait so-disant demandé à la France de venir porter secours au Mali. Au Niger, le nouveau président, Mohamed Bazoum, devra rendre des comptes pour avoir aidé l'armée française à maintenir les manifestants à distance du convoi avec des gaz lacrymogènes et des tirs prétendus de sommation. Sa précipitation à affirmer sa « reconnaissance » envers la France, dont il a salué « les sacrifices » dans les pays du Sahel, ne va pas le rendre plus

populaire. Il en va de même au Burkina Faso où le président Kaboré, déjà fortement contesté pour sa gestion de la crise sécuritaire, a apporté le concours des forces burkinabè pour dégager le convoi français. En France, on n'a que brièvement parlé des mésaventures de ce convoi. L'opposition parlementaire de droite et de gauche est restée discrète et n'a sans doute pas voulu ajouter de la polémique à l'humiliation. Ce silence est inacceptable et vaut soutien à la politique réactionnaire de l'impérialisme français en Afrique, une politique dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas et que nous combattons.

Les forces anti-impérialistes et révolutionnaires burkinabè prennent toujours soin de bien distinguer l'Etat français et le peuple français, comme l'illustre cette déclaration publiée le 27 novembre par l'Association des Etudiants Burkinabè en France (AEBF) : « *Durant 72 heures, la population de Kaya et son intrépide jeunesse ont tenu et contraint l'armée française à rebrousser chemin vers Ouagadougou. Ce blocus exprime le refus de la présence militaire étrangère dans notre pays, signe de la domination par l'impérialisme principalement français. [...] Il ne s'agit pas de sentiment anti-français*



Le trajet du convoi de l'armée française

comme veut le faire croire de façon malveillante une certaine opinion, mais d'un refus de la domination de l'impérialisme principalement français avec l'appui des valets locaux. Cette domination de l'impérialisme français sur le plan militaire se traduit par exemple par des accords léonins qui autorisent l'armée française à circuler librement sur le territoire burkinabè sans être fouillée ni inquiétée et en lui garantissant de surcroît l'impunité totale même si elle commet des crimes. »

Nous souscrivons, bien sûr, nous aussi, à cette distinction. Ce convoi n'était pas « notre » convoi, mais celui de l'armée française, une armée qui n'est pas « notre » armée, mais celle de l'impérialisme français. Nous soutenons la jeunesse et les peuples du Mali, du Burkina, du Niger... qui la considèrent comme une armée d'occupation. **Avec eux, nous en exigeons son départ.** ★

L'affaiblissement de Kaboré et la montée du mouvement populaire au Burkina Faso

Dans le document de notre 9e congrès « Pour une rupture révolutionnaire avec le système », nous écrivions en décembre 2019 : « *Au Burkina, les organisations révolutionnaires des travailleurs, de la paysannerie, de la jeunesse, se renforcent dans les combats contre le gouvernement, tenu à bout de bras par l'impérialisme français, de plus en plus présent militairement. Le parti frère, le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCR), et ses organisations de masse, à la pointe du combat, travaillent d'arrache-pied à unir et organiser les travailleurs et toutes les couches du peuple pour construire les conditions d'un renversement révolutionnaire du régime néocolonial. Le mouvement révolutionnaire du peuple burkinabè a besoin de la solidarité des peuples de la région et de celle du prolétariat et du peuple de France, qui ont le même ennemi.* » Les développements de ces

deux dernières années l'ont confirmé sur tous les plans.

Le « travail d'arrache-pied » pour unir et organiser s'est poursuivi avec des avancées importantes, notamment dans les zones rurales et minières où l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ) développe un travail considérable. Elle y a perdu des camarades, tués non par des « terroristes », mais par des paramilitaires spécialisés dans des assassinats ciblés.

Sur le plan syndical, la CGT-B, qui vient de tenir son congrès, est le moteur de « l'Unité d'action syndicale » (UAS) qui regroupe plusieurs centrales syndicales et syndicats autonomes et de la « Coalition syndicale de lutte contre la baisse du pouvoir d'achat pour les libertés et la bonne gouvernance », qui regroupe le collectif CGT-B, l'intersyndicale des magistrats, la coordination des syndicats du ministère des finances et de

nombreux syndicats autonomes (voir les déclarations sur notre site).

Les résistances s'organisent et des luttes se mènent dans tous les secteurs et sur différentes questions : contre la vie chère, la corruption, la spéculation immobilière, les réformes scolaires et universitaires... Compte tenu de la faillite générale et de la crise de tout le système néocolonial, les mobilisations sociales prennent un caractère de plus en plus politique et anti-impérialiste. Le PCR et ses organisations de masses œuvrent dans ce sens en portant, à côté des exigences immédiates des travailleurs et de la population, celle d'un arrêt du pillage des ressources nationales et celle du départ des bases et troupes étrangères du territoire burkinabè. Ils impulsent et soutiennent les plates-formes de lutte structurée autour du Comité de défense des acquis de l'insurrection populaire (CDAIP). Ce travail se mène dans les

conditions difficiles, avec la multiplication des attentats.

Crise sécuritaire et contestation populaire

Les 4 et 5 juin dernier, l'attaque d'un groupe armé a fait plus de 130 victimes à Solhan, dans la province du Yagha, à l'Est du Burkina. Cette opération, la plus meurtrière depuis 2015, avait été suivie d'importantes manifestations, notamment à Dori et à Kaya, pour protester contre l'incapacité du gouvernement à assurer la sécurité des populations. Le 14 novembre à Inata, c'est le détachement de gendarmerie qui assurait la sécurité d'une mine fermée depuis 4 ans qui a été visé. Cette attaque a provoqué une immense colère dans toute la population, vu les circonstances que la section de France ●●●

Suite p. 15